

## ■ Quelques réflexions sur la question de l'identité dans le contexte algérien

Deuxième partie:  
L'identité en conflits  
**DJAMEL LABIDI**



## ■ Tebboune montre la voie aux walis, loin du folklore médiatique !

**CHERIF ALI**



## ■ Livres : l'amour en ballade

**BELKACEM AHCENE-DJABALLAH**

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 4 à 10

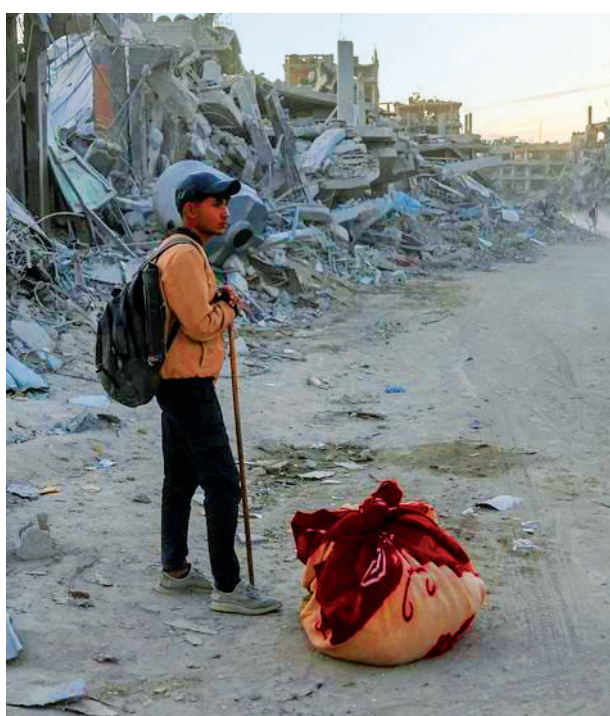
## LE PIÈGE SAHÉLIEN Quand les juntas militaires servent les intérêts étrangers au nom d'un africanisme illusoire

**SALAH LAKOUES**



## ■ De Saïgon à Gaza : les peuples face à l'Empire

**ABDERREZAK BOUCHAMA**



## ■ La qualité de la vie

**ABDELKADER SEHIMI**



PLAIDOYER POUR  
UNE RÉVOLUTION  
ÉCOLOGIQUE DANS  
LA GESTION DES EAUX  
DE PLUIE EN ALGÉRIE

## Et si chaque goutte comptait ?

**ELHABIB BENAMARA**



## Après 600 jours Israël continue son génocide à Ghaza



Mohamed Mehdi

**M**ercredi, 600<sup>e</sup> jour de l'agression sioniste et 88<sup>e</sup> jour de blocus humanitaire total, l'armée génocidaire d'Israël intensifie ses massacres contre la population civile de Ghaza. Le bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé publié hier, indique que le nombre de victimes arrivés dans les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures (mardi), s'est élevé à 28 martyrs et 179 blessés. Ce nouveau bilan, qui ne comprend pas les statistiques des hôpitaux du nord de l'enclave en raison de la difficulté d'accès à ces régions, explique le ministère, porte à 54.084 martyrs et 123.308 blessés, le nombre de victimes depuis le début du génocide israélien à Ghaza, et à 3.924 martyrs et 11.267 blessés depuis la reprise des bombardements le 18 mars 2025. Hier, jusqu'à 14h, les bombardements de l'armée génocidaire d'Israël avaient fait au moins 36 martyrs et des dizaines de blessés, dans différentes régions de Ghaza, a rapporté Al Jazeera, citant le ministère de la Santé.

Par ailleurs, dans un autre communiqué, le ministère de la Santé a dressé, hier, un état des lieux du secteur après 600 jours de génocide israélien à Ghaza. Les chiffres révélés font état de 22 hôpitaux mis totalement hors service sur les 38 que comptait l'enclave, et 30 centres de soins primaires encore fonctionnels sur un total de 105, avant l'agression sioniste, ainsi que 50 salles d'opérations sur 104 travaillent dans des conditions catastrophiques. En outre, sur 34 stations d'oxygène seules 9 fonctionnent partiellement, alors que 25 autres ont été totalement détruites, ainsi que 12 des 19 scanners et 61 sur 110 générateurs électriques ont été également bombardés. Le document ajoute que 47% des listes des médicaments essentiels et 65% des consommables médicaux sont

totalement épuisés des pharmacies du reste des hôpitaux de Ghaza encore fonctionnels.

Quant aux répercussions du manque de médicaments et de services de soins sur les maladies chroniques, le ministère annonce le décès de 41% des insuffisants rénaux et de 60 enfants en raison de malnutrition. Le ministère de la Santé de Ghaza met en garde contre l'effondrement de ce qui reste comme moyens, en particulier les stations d'oxygène, lance un appel urgent à toutes les « parties concernées » (ONU, OMS et autres institutions internationales) pour l'approvisionnement en équipements et médicaments nécessaires.

### ECHEC TOTAL DU PLAN AMÉRICANO- ISRAËLIEN DE LA PRÉTENDUE AIDE HUMANITAIRE

Moins de 48 heures après le lancement du plan américano-israélien de l'aide alimentaire militarisée, la « Fondation humanitaire pour Ghaza » (GHF, acronyme en anglais) a annoncé avoir cessé momentanément ses opérations. Cette décision intervient après l'échec de l'opération dès les premières heures de son lancement mardi, après l'envahissement de dizaines de milliers de Palestiniens de la zone désignée à Rafah, ce qui a nécessité l'intervention d'hélicoptères de l'armée sioniste pour évacuer les mercenaires armés recrutés par la GHF.

Ainsi, selon Reuters, la GHF a annoncé, mercredi, avoir « temporairement suspendu la distribution d'aide à Ghaza en raison de troubles ». « Cette fondation controversée, soutenue par Israël et les États-Unis, a déclaré s'efforcer de résoudre les problèmes afin de garantir la sécurité », ajoute Reuters, rappelant qu'au moins « trois Palestiniens ont été tués et 46 blessés après que l'armée israélienne a ouvert le feu sur la foule qui s'était précipitée vers un

point d'aide géré par l'organisation mardi ». L'effondrement de la démarche sioniste, validée par son protecteur américain, était inévitable après que les acteurs de terrain de l'aide humanitaire, comme l'UN-RWA et d'autres ONG, avaient annoncé leur refus de participer à une opération vouée à l'échec, mais également par l'opposition des acteurs de la résistance palestinienne (Hamass, Jihad islamique, FPLP...), ainsi que de la société civile, des tribus et des familles palestiniennes de Ghaza.

### HAMAS ANNONCE UN ACCORD AVEC STEVE WITKOFF, L'ENVOYÉ AMÉRICAIN

Le Mouvement de la résistance islamique (Hamass) a annoncé, hier dans une déclaration, être arrivé à un accord avec l'envoyé américain, Steve Witkoff, sur un « cadre général garantissant un cessez-le-feu permanent » et un « retrait total (de l'armée israélienne) de Ghaza ». « Le Hamass confirme qu'il déploie des efforts importants pour mettre fin à la guerre brutale contre la bande de Ghaza. Il a récemment conclu un accord avec l'envoyé américain Steve Witkoff sur un cadre général prévoyant un cessez-le-feu permanent, le retrait complet des forces d'occupation de la bande de Ghaza, l'acheminement de l'aide et la mise en place d'un comité professionnel prenant en charge les affaires de l'enclave immédiatement après l'annonce de l'accord », lit-on dans le communiqué. La déclaration ajoute que l'accord prévoit également « la libération de dix prisonniers israéliens et de plusieurs corps en échange de la libération d'un nombre convenu de prisonniers palestiniens » et ce avec une « garantie des médiateurs ». Le Hamass affirme qu'il attend une « réponse définitive à cet accord » (de la part des israéliens, ndlr).

## Réunion du Gouvernement Formation professionnelle et sécurité hydrique au menu

**L**e Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de communications relatives au programme de la famille productive, la formation professionnelle, la sécurité hydrique, la campagne de moisson-battage 2025 et le renforcement de la présence des entreprises nationales sur les marchés internationaux, indique un communiqué des Services du Premier ministre. La réunion a été consacrée à l'examen du cadre réglementaire relatif aux conditions et modalités du bénéfice du programme de la famille productive, qui prévoit l'octroi d'aides au profit de certaines catégories, notamment les femmes rurales et les femmes au foyer, leur permettant d'exercer des activités génératrices de revenus et d'améliorer leur statut social et économique et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de l'engagement indéfectible du Président de la République à maintenir le caractère social de l'Etat.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur la création de centres d'excellence de formation professionnelle, s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche visant à offrir une formation professionnelle de qualité, permettant de répondre aux besoins du marché du travail et d'accompagner la dynamique de développement local et national que connaît le pays.

Par ailleurs, et dans le cadre du suivi

de la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité hydrique impulsée par le Président de la République, le Gouvernement a entendu une communication sur la fabrication locale des membranes de stations de dessalement d'eau de mer, étant l'un des axes clés pour le renforcement de l'autonomie stratégique de l'Algérie en matière de production des membranes, tout en optimisant les coûts et les délais d'approvisionnement.

Le Gouvernement a, en outre, entendu une communication sur la campagne de moisson-battage 2025, qui a permis d'examiner les conditions de déroulement de cette opération au niveau des wilayas du Sud, et les moyens mobilisés par les Pouvoirs publics pour en assurer la réussite, ainsi que le suivi des préparatifs en cours pour le lancement de l'opération dans les autres wilayas du pays. Enfin, et dans le cadre des efforts déployés pour le renforcement de la présence des entreprises nationales sur les marchés internationaux et la promotion des exportations, le Gouvernement a entendu une communication sur la situation de la certification et de l'accréditation, ainsi que sur les perspectives de développement du cadre réglementaire et opérationnel y afférent de manière à permettre aux entreprises nationales d'améliorer leur compétitivité et de garantir la conformité de la qualité de leurs produits aux normes internationales.

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

**L**a justice algérienne vient de franchir un cap décisif en prononçant de lourdes peines à l'encontre de personnalités politiques impliquées dans des affaires de corruption électorale, notamment l'achat de signatures lors de la collecte exigée pour la candidature à l'élection présidentielle. Cet événement judiciaire d'une portée inédite marque un véritable tournant dans la vie politique nationale et vient consacrer le principe selon lequel nul n'est au-dessus de la loi, quels que soient son statut, son influence ou ses ambitions. Au-delà des condamnations individuelles, cette décision incarne le retour progressif d'une justice algérienne plus indépendante, assumant son rôle fondamental dans la préservation de la transparence et de la propreté des processus électoraux. Elle contribue ainsi à rétablir la crédibilité des consultations populaires et à envoyer un message fort : la manipulation des scrutins et le recours à des pratiques frauduleuses pour accéder aux responsabilités publiques ne sauraient être tolérés.

Ce verdict vient également balayer une perception ancienne et largement répandue selon laquelle certains candidats à des élections majeures n'étaient que de simples figurants servant à légitimer un pro-

### Un signal fort pour la crédibilité des élections

cessus biaisé. Les faits démontrent, au contraire, que ces candidats étaient bel et bien des rivaux politiques sérieux, investis dans une course électorale où

l'achat d'influence et la captation de voix faisaient partie d'une stratégie dévoyée, désormais sanctionnée. Cette avancée judiciaire, saluée par de nombreux observateurs et citoyens, doit être perçue comme un signal encourageant pour l'avenir de la démocratie en Algérie. Il est à souhaiter que ce type d'enquêtes rigoureuses et de décisions exemplaires ne se limite pas aux seules élections présidentielles, mais qu'il accompagne l'ensemble des scrutins locaux, législatifs et institutionnels afin de garantir un jeu politique plus sain, équitable et crédible. Dans cette dynamique, la justice algérienne se positionne comme un acteur déterminant de l'assainissement de la vie publique et de la reconstruction de la confiance entre les institutions et les citoyens. Car il ne saurait y avoir de démocratie véritable sans des élections honnêtes, transparentes et protégées de toute forme de corruption ou de pression induite. C'est en veillant à l'intégrité du processus électoral que se bâtira progressivement une scène politique fondée sur la compétence, l'éthique et le respect du choix populaire.

**Le Quotidien**  
D'ORANEdition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail** : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Le ministère de l'Education parle d'une large réponse à la campagne La fièvre de la destruction des cahiers n'a pas eu lieu



M. Aziza

L'implication du ministère de l'Education et de l'Observatoire national de la société civile (ONSC) ainsi que du personnel éducatif et des parents d'élèves dans la lutte contre le phénomène de la destruction des cahiers scolaires à la sortie de l'école en fin d'année a porté ses fruits. A l'exception de certains établissements «des cas très limités», les élèves ont renoncé à priori à cette pratique «deshonorante», cette fin d'année.

D'ailleurs, le ministère de l'Education a exprimé, hier, à travers un communiqué rendu public, sa gratitude et sa reconnaissance aux efforts de la société civile, du personnel éducatif et des parents d'élèves pour leur soutien à la lutte contre la destruction des cahiers scolaires. Faisant état ainsi d'une réponse large et fructueuse à la campagne nationale lancée sous le slogan «Non à déchirer les cahiers».

Le département de Mohamed Seghir Saadaoui a, dans ce sens, félicité les élèves et leurs parents pour leur discipline et leur engagement positif envers le message de la campagne ainsi que tous les membres de la famille éducative, à savoir les directeurs des écoles, les

inspecteurs, les conseillers de l'éducation et les enseignants. Une attitude qui reflète, selon les rédacteurs du communiqué, «une prise de conscience collective avancée de l'importance de préserver la symbolique éducative des fournitures scolaires et du respect des efforts de l'Etat et de la société dans le développement du système éducatif».

Dans le même contexte, le ministère a salué et félicité l'Observatoire national de la société civile et toutes les associations et organismes pour leur soutien sur le terrain et leur accompagnement efficace à la réussite de cette campagne.

Pour rappel, le ministère de l'Education s'est associé avec l'ONSC pour l'élaboration d'un programme de sensibilisation pour conscientiser les élèves sur les dangers des comportements étrangers à l'Ecole algérienne, notamment ceux constatés en fin d'année scolaire. Dans le même sillage, le ministre de l'Education avait également appelé les directeurs des établissements scolaires, avant la tenue des examens du troisième trimestre, à consacrer une salle pour déposer les cahiers récupérés, dans le but de les recycler en vertu d'un accord signé entre son département et le ministère de l'Environnement.

## Algérie Télécom Un formulaire numérique pour recenser les zones non desservies par la fibre

Algérie Télécom (AT) a annoncé avoir mis à la disposition des citoyens un formulaire numérique destiné à identifier les zones non encore desservies par le réseau de fibre optique, indique mardi un communiqué de cette entreprise.

«Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la préparation du plan d'action 2026 visant à généraliser le réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) à travers tous les quartiers et régions du pays», précise la même source.

Par ailleurs, «ce recensement permettra d'étudier et d'intégrer les zones non couvertes par le réseau FTTH dans les futurs projets d'extension, en adéquation avec les aspirations et besoins des clients», ajoute Algérie Télécom, relevant

que ce formulaire est «disponible sur son site web [www.algeriatelecom.dz](http://www.algeriatelecom.dz) jusqu'au 31 juillet 2025».

Algérie Télécom explique que «cette initiative s'inscrit au cœur des valeurs fondamentales d'Algérie Télécom, qui consistent à être à l'écoute des besoins des citoyens et à se rapprocher davantage d'eux, à travers des mécanismes participatifs permettant d'accélérer le déploiement du réseau de fibre optique à travers l'ensemble du territoire national». A travers cette démarche, AT «réaffirme son engagement à rapprocher ses services des citoyens et à œuvrer en synergie avec les autorités locales et les comités de quartier pour développer le réseau internet à haut débit».

## Campagne de la pêche au thon rouge La flotte nationale renforcée avec deux navires de fabrication locale



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, et le ministre des Transports, Saïd Sayoud, ont procédé, mardi au port d'Alger, au lancement officiel de la campagne de pêche au thon rouge pour l'année 2025, et à l'inauguration de deux nouveaux thoniers de fabrication locale, qui y participeront au sein de la flotte nationale, forte de 39 navires.

Les deux navires de pêche hauturière inaugurés lors de cet événement, sont les plus grands au niveau national, avec une longueur de 42 mètres, et un taux d'intégration locale de plus de 75%, selon les explications fournies.

Le premier navire baptisé «Zmalet El Emir Abdelkader» a été construit par la société de

construction et de maintenance navale «CMR NAVAL», avec une largeur de 10 mètres, et une capacité de charge totale de plus de 420 tonnes. Il est doté de moteurs d'une puissance de 2200 CV et d'un équipage composé de 25 marins de différents grades.

Le second navire, baptisé «Chahid Abane Ramdane», a été construit par la société «ADAM Construction Bateaux», avec une largeur de 10 mètres, une capacité de charge totale de plus de 430 tonnes. Il est également doté de moteurs d'une puissance de 2800 CV.

Dans une déclaration à la presse, M. Cherfa a souligné que les deux navires participeront à la campagne de pêche au thon, aux côtés de 37 autres thoniers, précisant que le quota de l'Algérie

dans cette opération dépasse 2000 tonnes.

Ces deux navires d'une longueur de 42 mètres et construits localement pour la première fois, constitue un jalon essentiel dans le processus de renforcement des capacités de l'Algérie dans le domaine des moyens de transport maritime, notamment ceux destinés à la pêche en haute mer, a estimé le ministre.

Pour sa part, le ministre des Transports s'est félicité de cette réalisation, évoquant un projet en cours d'étude pour la construction d'un autre navire d'une longueur de 52 mètres, assurant du soutien de son secteur à de telles initiatives qui reflètent l'ambition et la détermination de la jeunesse algérienne à augmenter le taux d'intégration locale dans les industries maritimes.

**Raïna Raïkoun**  
El-Houari Dilmi

**A** peine les chauffages ont été éteints que l'été est entré ...par la fenêtre alors qu'on l'attendait par la grande porte...

Avec des températures supérieures aux normales saisonnières, la bonne nouvelle nous vient des périmètres céréaliers du sud du pays où des récoltes record sont annoncées.

Au nord du pays, l'on se prépare à l'ouverture de la saison des plages. Et déjà, les premiers décès par noyade. Sur nos routes, la mort violente est omniprésente. A chacun sa fortune comme dirait l'autre ! Cette année, les prix des bêtes encornées ont nettement baissé. Les Algériens vont-ils se consoler du « digoutage ambiant » en se permettant le luxe d'immoler un belle bête et manger de la viande à satiété ? Ou alors sommes-nous carrément un peu semblables aux moutons ? Nous fuyons celui qui, simplement nous dérange, pour courir dans les bras de celui qui

**Vivre aujourd'hui et mourir demain !**

nous tond et qui nous mange », disait je ne sais quel bel esprit éclairé.

Assurément, tous les Algériens ne sont pas des moutons. Mais tous les moutons ne sont pas les seuls à être sacrifiés sur l'autel d'une fête frelatée. Oui, nos fêtes sont frelatées. Avariées. Jusque dans le sens le plus profond. Il paraît que les Pantagruel des temps honnis veulent se payer un melfouf «sucré-salé» sur le dos des moutons de Panurge. Et Rabelais a éternué dans sa tombe. Mais les maquignons « costarisés », la bouche grosse comme un hold-up, ne veulent pas lâcher le gros morceau. Contre des sacs emplies d'argent, à l'odeur fétide de méchoui mal cuit, encore des millions de moutons, y compris ceux venus d'ailleurs, seront sacrifiés cet été. Sous l'œil affûté comme un rasoir des autres Algériens désargentés. Les Algériens n'aiment pas penser à demain, ils veulent vivre aujourd'hui et mourir demain. Assurément !

## Aid El Adha célébré le vendredi 6 juin

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, mardi dans un communiqué, que l'Aid El Adha sera célébré le vendredi 6 juin 2025, correspondant au 10 Dhou el

Hidja 1446 de l'hégire. «Le mercredi 28 mai 2025 coïncidera avec le 1er Dhou el Hidja 1446 de l'hégire». «Ainsi le rassemblement sur le Mont Arafat interviendra le jeudi 9 Dhou el Hidja

1446, correspondant au 5 juin 2025 et l'Aid El Adha sera célébré le vendredi 6 juin correspondant au 10 Dhou el Hidja 1446 de l'hégire», a précisé le communiqué.



Le piège sahélien

# ■ Quand les juntas militaires servent les intérêts étrangers au nom d'un africanisme illusoire

Par Salah Lakoues

Alors que les peuples du Sahel aspirent à la paix, à la justice sociale et à la souveraineté véritable, ils sont aujourd'hui pris dans un piège inquiétant. Ce piège, loin d'être uniquement imposé de l'extérieur, est aussi soutenu de l'intérieur par des régimes militaires illégitimes – au premier rang desquels la junte malienne – qui prétendent incarner la rupture avec le néocolonialisme, tout en servant en réalité de relais à de nouvelles puissances étrangères.

## LA JUNTE MALIENNE : DE L'ILLÉGITIMITÉ À LA DÉSTABILISATION RÉGIONALE

Arrivée au pouvoir par un coup d'État en 2020, puis consolidée par un autre en 2021, la junte malienne s'est installée sans légitimité démocratique. Présentée par ses partisans comme une force de libération nationale, elle a rapidement montré ses limites : suppression des libertés, report perpétuel des élections, répression des oppositions, instrumentalisation des médias.

Mais le plus grave reste sa stratégie régionale. En fermant la porte à toute médiation constructive et en rompant brutalement avec ses voisins, cette junte a volontairement isolé le Mali de la seule puissance régionale stable et cohérente : l'Algérie. Ce pays, qui a toujours apporté une aide discrète mais essentielle à ses voisins sahéliens, sur le plan sécuritaire, diplomatique et humanitaire, est aujourd'hui mis à l'écart, remplacé par des puissances non africaines aux intérêts souvent opaques.

## L'ERREUR STRATÉGIQUE D'UN ISOLEMENT ORCHESTRÉ

En créant une alliance militaro-identitaire avec d'autres régimes de transition (Niger, Burkina Faso), la junte malienne a placé le Sahel sous un rideau de fer politique. Cette rupture avec Alger n'est pas seulement un affront diplomatique : elle prive la région de son principal médiateur historique, de ses structures de coopération antiterroriste, et de la voix d'un acteur africain qui défend, sans ingérence, une solution endogène aux crises régionales.

Cette mise à l'écart de l'Algérie, loin d'être un acte d'émancipation, est une manœuvre téléguidée. Elle ouvre la voie à l'infiltration de puissances étrangères qui profitent du vide laissé par la coopération régionale : mercenaires, trafiquants d'or, intermédiaires opaques et conseillers militaires étrangers.

## LE FAUX AFRICANISME DES JUNTES : UNE IMPOSTURE DANGEREUSE

Les régimes militaires sahéliens se revendiquent d'un «africanisme» de façade. En réalité, leur discours est une arme de diversion. Derrière les slogans de souveraineté, ils signent des accords avec des puissances extérieures qui exploitent les ressources naturelles, notamment l'or. Les Émirats arabes unis, par exemple, sont devenus des acteurs clés du pillage aurifère malien, opérant dans l'ombre, à travers des circuits de contrebande et de blanchiment.

Pire encore, ces régimes tentent de justifier leur autoritarisme et leur échec sécuritaire par un amalgame dangereux entre communautés sahéliennes et groupes armés islamistes, en particulier les Touaregs. Une erreur stratégique grave, qui brise le tissu social et compromet toute solution politique durable.

## UN PIÈGE QUI SE REFERME SUR LES PEUPLES

Le résultat est tragique : un Sahel coupé de ses racines nord-africaines, livré à des puissances opportunistes, sans stratégie claire ni souveraineté réelle. Les peuples sahéliens, qui devraient être au cœur d'un projet panafricain de paix et de développement, sont enfermés dans un cercle vicieux de violence, de pauvreté et de dépendance.

Ceux qui dénoncent les ingérences doivent être cohérents : on ne lutte pas contre le néocolonialisme en servant de relais à d'autres formes de domination. L'africanisme véritable ne peut être construit que sur le dialogue entre Africains, le respect mutuel, et la solidarité régionale.

## POUR UN RETOUR À LA COOPÉRATION PANAFRICAIN

Il est encore temps de sortir de cette impasse. La paix au Sahel ne viendra pas de régimes militaires isolés, mais d'une coopération panafricaine sincère, dans laquelle des pays comme l'Algérie peuvent jouer un rôle central. L'Afrique ne peut se permettre d'aban-

donner des régions entières à l'instabilité sous prétexte d'idéologie. La voix des peuples doit reprendre le dessus, contre les logiques de prédation, d'isolement et de répression.

## SAHEL : L'INSTABILITÉ CHRONIQUE, LA MALÉDICTION DES PEUPLES ET LA DÉRIVE IDENTITAIRE DES JUNTES MILITAIRES

Par-delà les dunes brûlantes et les savanes arides du Sahel, un drame humain, politique et géostratégique se joue depuis des décennies. Les peuples sahéliens – Maliens, Nigériens, Burkina-bè, Tchadiens – aspirent à vivre en paix, dans la dignité et la décence. Mais ce droit fondamental est constamment bafoué, pris en étau entre la pauvreté, le terrorisme, les ingérences étrangères et désormais, les dérives autoritaires de régimes militaires qui se présentent comme des libérateurs, tout en entraînant leurs peuples dans une impasse périlleuse.

## UNE MALÉDICTION GÉOPOLITIQUE ENRACINÉE DANS L'HISTOIRE

Le Sahel paie encore aujourd'hui les conséquences d'un découpage colonial brutal, d'une décolonisation inachevée, et d'un modèle d'État importé, fragile et inadapté. Faiblesse institutionnelle, frontières artificielles, marginalisation des périphéries, absence de développement... Tous les ingrédients sont réunis pour nourrir le désespoir et le chaos. La chute du régime libyen en 2011 a ensuite ouvert la voie à la prolifération des groupes armés et à la militarisation des tensions ethniques, notamment au Mali.

## LA JUNTE MALIENNE : DE LA RUPTURE À LA DÉRIVE

La junte militaire au pouvoir à Bamako depuis 2020 s'est présentée comme une alternative de rupture avec l'ordre néocolonial. En chassant la force Barkhane et en dénonçant les accords de défense avec la France, elle a gagné un soutien populaire temporaire. Mais ce rejet du néocolonialisme n'a pas été suivi par une véritable stratégie d'émancipation ou de développement.

Au contraire, la junte a remplacé une tutelle étrangère par une autre. La présence croissante de puissances comme la Russie et les Émirats arabes unis illustre ce glissement : exploitation minière opaque, accords militaires flous, perte de souveraineté réelle. L'exemple de l'or malien est frappant : les Émirats sont devenus une plaque tournante du blanchiment d'or sahélien, souvent extrait dans des conditions illégales ou en lien avec des groupes armés, sans bénéfice pour les populations locales.

## UNE POLITIQUE IDENTITAIRE DANGEREUSE

La junte malienne alimente par ailleurs une idéologie identitaire inquiétante. En jouant sur l'opposition entre «patriotes» et «ennemis de la nation», elle criminalise toute opposition, empêche toute transition démocratique et réprime les voix dissidentes. Elle tente d'exporter ce modèle vers ses voisins, créant un «bloc sahélien» militaro-nationaliste sans vision claire ni légitimité démocratique.

Pire encore, elle instrumentalise les tensions ethniques, notamment en assimilant à tort les Touaregs à des islamistes armés. Cette confusion est non seulement dangereuse, mais elle alimente la haine, affaiblit les alliances communautaires contre les terroristes, et compromet tout processus de réconciliation. Les Touaregs, peuple nomade ancestral, ont leurs propres revendications historiques, souvent ignorées, et ne sauraient être réduits à une menace sécuritaire.

## UNE RÉGION CONVOITÉE, UNE SOUVERAINETÉ CONFISQUÉE

Le Sahel, loin d'être une zone vide, est riche en ressources : or, uranium, fer, pétrole, terres rares. Cette richesse attise les convoitises : après les anciennes puissances coloniales, ce sont désormais d'autres acteurs – Émirats, Chine, Russie, Turquie – qui se disputent l'accès à ces ressources. Les régimes militaires, faute de transparence et de légitimité, négocient ces richesses dans l'ombre, souvent contre des soutiens militaires ou politiques. Le peuple, lui, reste exclu des bénéfices.

## POUR UNE SOUVERAINETÉ POPULAIRE ET INCLUSIVE

Le véritable enjeu au Sahel n'est pas le rejet d'une puissance pour en embrasser une autre. Il est dans la construction d'États justes, inclusifs, capables de représenter leurs peuples et de gérer équitablement leurs ressources. Il est dans le refus des amalgames, dans la reconnaissance de la diversité des identités sahéliennes, et dans le

dialogue entre communautés. La paix ne viendra ni des casernes ni des mercenaires étrangers, mais de la justice sociale, de l'éducation, du développement, et de la démocratie réelle.

Les peuples du Sahel ne sont pas maudits : ils sont trahis. Par l'histoire, par les puissances extérieures, mais aussi désormais par des régimes militaires qui confisquent leur espoir au nom d'une souveraineté qu'ils ne restaurent pas vraiment. L'avenir du Sahel doit échapper à la logique de guerre permanente, de pillage organisé et de répression identitaire. Il est temps de redonner la parole à ceux qui y vivent, y souffrent, y rêvent et y résistent.

## MALI : LA RICHESSE D'UN PEUPLE, LES FRACTURES D'UN ÉTAT

Au cœur du Sahel, le Mali tente de préserver son unité face aux tensions identitaires, à l'ingérence étrangère et aux ambitions d'une junte militaire en quête de légitimité. Bamako – Autrefois carrefour culturel et bastion de grandes civilisations ouest-africaines, le Mali traverse aujourd'hui l'une des crises les plus profondes de son histoire contemporaine. Derrière la diversité remarquable de ses peuples – Bambara, Peuls, Dogons, Touaregs, Songhai, Soninkés, Bozos, Malinkés – se cache un pays fracturé par une instabilité politique chronique, des conflits identitaires instrumentalisés et une dangereuse dérive géopolitique.

## UNE JUNTE AU POUVOIR, UNE NATION SOUS TENSION

Depuis le coup d'État de 2021, la junte militaire malienne s'est imposée comme le pouvoir de fait, rompant avec les anciennes alliances occidentales, notamment françaises. Ce départ, largement salué par une opinion lassée du néocolonialisme, a rapidement été suivi par l'arrivée de nouvelles puissances étrangères, dont certaines poursuivent, selon plusieurs observateurs, le pillage des ressources naturelles, notamment l'or malien, dans une opacité inquiétante.

Les Émirats arabes unis sont régulièrement cités dans ce système d'exploitation et de blanchiment, au cœur de circuits d'exportation informels hors de tout contrôle public. Ce nouveau partenariat, loin de marquer une rupture avec les logiques prédatrices anciennes, semble n'avoir fait que changer de main.

## UNE POLITIQUE IDENTITAIRE ET AVENTURIÈRE

La junte militaire justifie sa politique sécuritaire et son isolement régional au nom d'un africanisme de façade, qu'elle utilise pour disqualifier toute critique interne ou toute initiative régionale indépendante, notamment algérienne. En confondant revendications touaregues légitimes et groupes armés islamistes, le régime malien alimente volontairement les amalgames qui servent à militariser le territoire et à renforcer son autorité.

Pourtant, ces populations nomades du Nord – souvent marginalisées – aspirent avant tout à la reconnaissance, à la justice et à une vie décente. Les traiter comme des ennemis, voire des complices du terrorisme, revient à enrayer toute possibilité de paix durable.

## LE PIÈGE DE L'ISOLEMENT RÉGIONAL

L'un des effets les plus préoccupants de cette orientation politique reste l'isolement croissant du Mali vis-à-vis de l'Algérie, seule puissance régionale ayant maintenu, depuis des décennies, un soutien actif aux processus de paix dans la région. L'accord d'Alger de 2015, pierre angulaire d'une stabilisation progressive du Nord, est désormais ouvertement remis en cause par Bamako. Cette rupture va bien au-delà d'un simple désaccord diplomatique : elle affaiblit l'ensemble du Sahel et crée un vide stratégique que d'autres puissances – souvent motivées par les ressources minières – s'empressent de combler. Burkina Faso et Niger, aujourd'hui dirigés eux aussi par des juntas militaires, suivent une trajectoire similaire, amplifiant une dynamique régionale de fermeture, de méfiance et d'instabilité.

## UN AVENIR EN SUSPENS POUR LES PEUPLES SAHÉLIENS

Ce sont les peuples qui paient le prix fort de cette instabilité : insécurité persistante, développement bloqué, migrations forcées, destruction des tissus sociaux. Les Sahéliens, qu'ils soient éleveurs, cultivateurs ou commerçants, aspirent à vivre en paix, dans la dignité, à l'abri des manipulations politiques et des calculs géostratégiques. Face à ces dérives, des voix s'élèvent pour réclamer une approche réellement africaine des solutions. Une paix durable au Sahel ne viendra ni des mercenaires, ni des accords opaques avec

des puissances extérieures, mais d'un dialogue sincère entre les États, les communautés locales et les partenaires soucieux du bien commun.

## LE SAHEL EN OTAGE : ENTRE ILLUSION SOUVERAINISTE ET RÉALITÉS DE PRÉDATION

Le Sahel traverse une période de profonde instabilité. Au-delà des discours martiaux des juntas militaires et des slogans de souveraineté, la réalité sur le terrain révèle une recomposition géopolitique inquiétante. Trois tendances dominent aujourd'hui l'évolution de cette région fragile : la fragilisation des institutions civiles, le retour de logiques prédatrices sous couvert de nouveaux partenariats, et l'isolement délibéré des puissances régionales non-alignées, notamment l'Algérie.

Depuis les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger, le Sahel a basculé dans une ère de pouvoir militaire illégitime, qui se revendique d'un panafricanisme de façade. Ces régimes, loin de garantir l'autonomie des peuples, ont en réalité ouvert la porte à d'autres puissances extérieures – comme la Russie, les Émirats arabes unis ou encore la Turquie – qui poursuivent la logique d'exploitation des ressources naturelles, en particulier l'or. Le cas malien est emblématique : sous couvert de souveraineté retrouvée, des circuits de blanchiment d'or transnationaux, notamment via les Émirats, privent le pays de ses richesses tout en entretenant une opacité inquiétante sur les accords signés.

Dans cette reconfiguration, un acteur-clé est mis à l'écart : l'Algérie. Pourtant, ce pays reste la seule puissance régionale dotée d'une diplomatie cohérente, d'une armée professionnelle et d'un engagement historique pour la stabilité du Sahel. L'isolement imposé par la junte malienne à l'égard de l'Algérie sert les intérêts de puissances étrangères qui voient d'un mauvais œil toute tentative de construction régionale indépendante. Le Maroc, souvent aligné sur les intérêts français, s'impose dans le vide diplomatique créé, renforçant une rivalité maghrébine instrumentalisée au détriment d'une véritable solidarité africaine.

Les conséquences de cette dérive sont lourdes. Les amalgames entre groupes ethniques et djihadistes – notamment entre Touaregs et islamistes armés – participent à la fragmentation du tissu social. La militarisation des sociétés, l'effondrement des cadres de gouvernance et la circulation incontrôlée des armes renforcent l'idée d'un Sahel ingouvernable, livré aux intérêts d'acteurs non-africains.

## UNE URGENCE POLITIQUE

Il est urgent de réorienter les dynamiques régionales autour d'un vrai projet de souveraineté populaire. Cela suppose :

La réhabilitation du dialogue transsaharien, fondé sur des intérêts communs et la complémentarité économique.

Le rétablissement d'institutions civiles légitimes, à travers des processus de transition démocratique clairs, encadrés par l'Union africaine. Le soutien à une société civile forte, capable de faire émerger une stabilité enracinée dans les besoins des populations.

Le Sahel n'a pas besoin de messies militaires ni de nouveaux tuteurs étrangers.

Il a besoin de coopération entre Africains, de justice sociale et de souveraineté réelle.

La paix au Sahel commence par la vérité : celle des peuples à disposer d'eux-mêmes, loin des impostures stratégiques et des manipulations identitaires.

## CHIFFRES-CLÉS – LE SAHEL SOUS PRESSION

3 coups d'État militaires en 3 ans (Mali 2021, Burkina Faso 2022, Niger 2023). Plus de 60 tonnes d'or extraites chaque année au Mali, dont une grande partie échappe au contrôle de l'État 15 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë dans la région (source : PAM, 2024)

## 2,5 MILLIONS DE DÉPLACÉS INTERNES AU SAHEL CENTRAL (OCHA, 2024)

Présence militaire étrangère accrue : Russie (Wagner), Émirats arabes unis (or, logistique), Turquie (drones et bases) Mali : entre guerre intérieure, blocage économique et fractures communautaires.

Au cœur du Sahel, le Mali traverse une des périodes les plus critiques de son histoire contemporaine. Entre autoritarisme politique, instabilité sécuritaire persistante, blocage économique et fractures communautaires ravivées, le pays semble s'éloigner chaque jour un peu plus du retour à la paix et à la démocratie. **Suite en page 10**



# Quelques réflexions sur la question de l'identité dans le contexte algérien

## Deuxième partie: l'identité en conflits



**Dans la première partie, de cet article, nous avons cité les différents éléments constitutifs de l'identité d'une nation: la langue, la culture, le territoire, l'histoire, la volonté de vivre ensemble. Ces éléments doivent être communs, c'est-à-dire identiques pour tous, d'où le terme identité. Ils doivent donc coïncider les uns avec les autres. Si ce n'est pas le cas, ils entrent en conflit.**

Par Djamel Labidi

### UNE QUESTION EXISTENTIELLE

Lorsque les éléments de l'identité ne coïncident pas, ils peuvent entrer en collision, en conflit, remettre en question l'équilibre existant, et pousser à une révision de ces éléments de l'identité. La coïncidence du territoire par exemple avec la langue. Cette coïncidence se fait en général sur ces deux éléments, car les plus importants, de l'identité. Il peut y avoir la revendication d'un nouveau territoire pour la langue, ou celle d'un ajustement entre la langue et territoire. On se retrouve alors devant des formes de séparatisme qui peuvent prendre des formes plus ou moins exacerbées et même violentes.

D'autres cas de figure existent : la langue peut aussi ne pas avoir de territoire spécifiquement à elle à l'exemple des Kurdes, ou bien une langue peut voisiner avec une autre sur le même territoire.

Partout en Afrique, le colonialisme a tracé des frontières ignorant les langues et les identités, et leurs territoires, donc leurs frontières. C'est la cause de bien des conflits. Mais de tels conflits peuvent survenir à n'importe quelle période et de façon inattendue. Ainsi de l'implosion de l'URSS. Elle a créé des problèmes de ce type: minorités russophones dans d'autres républiques indépendantes, ou minorités non russophones

au beau milieu de la Russie comme les Tchétchènes. Les conflits qui en découlent, comme celui en Ukraine, ou celui autour de Taiwan, peuvent prendre une importance mondiale, notamment dans le cas de luttes entre grandes puissances, c'est dire que les questions identitaires ne sont pas à sous-estimer.

Les conflits sur l'identité interviennent avec toujours, en toile de fond, des interventions directes ou indirectes étrangères. Ils révèlent des nations encore fragiles. Le colonialisme est, entre autres aspects, une variante des conflits d'identité. Les puissances coloniales ont, en général, voulu imposer leur propre identité aux pays qu'elles ont soumis, signe d'une identité alors dominante. Ceci explique le caractère double, ambigu des conflits d'identité, tantôt de libération et de renforcement de l'unité, tantôt de fracturation.

On peut même ranger dans ce cas de figure des conflits identitaires une autre face des décolonisations, lorsque des groupes sociaux parlent encore la langue coloniale alors que le pays se revendique de sa langue et de sa culture nationale. Ceci conduit à des identités perturbées et des conflits à la fois linguistiques et sociaux, comme la problématique arabisant francophone dans le Maghreb. Ceci va retentir à son tour sur d'autres questions, identitaires annexes (berbérisme, islamisme, etc.), ou sociales et politiques (langue de l'enseignement, langue de l'administration, langue des lieux de pouvoir, des institutions), ou économiques (langue de travail, langue des affaires) et créer des situations extrêmement complexes où il peut devenir difficile de discerner la part ou l'incidence réelle de chaque facteur, linguistique, culturel, religieux ou social, ainsi que celle de l'influence étrangère.

La question de l'identité étant une question existentielle, elle doit être traitée avec énormément d'attention. En effet, les conflits autour de cette question dégagent inévitablement une minorité et une majorité. Ils peuvent atteindre la volonté de vivre ensemble lorsqu'ils se développent en contradiction, en conflit. La minorité peut alors vouloir passer d'une identité minoritaire, si elle la perçoit comme un handicap à son épanouissement, à une identité majoritaire à travers le séparatisme, qui va alors vouloir faire coïncider les frontières territoriales et les frontières linguistiques,

dans une ambiance et un discours en général émotionnels.

### CONFLITS IDENTITAIRES ET SOLUTIONS

L'Histoire a connu beaucoup de solutions plus ou moins heureuses de ce genre de conflits: solution autoritaire par l'assimilation, solutions par l'enseignement et la réalisation de l'unité autour de la langue majoritaire. L'Histoire s'est même parfois chargée elle-même de régler ces problèmes avec le temps, par la diffusion de la langue la plus dynamique économiquement, commercialement, technologiquement et culturellement comme ce fut le cas des nations occidentales, ou de la langue arabe à l'apogée de la civilisation arabo-islamique.

Une solution harmonieuse, et probablement la plus réussie historiquement, a été celle de l'autonomie. Elle consiste à faire coïncider, grâce à l'existence de régions autonomes, des frontières linguistiques régionales avec des frontières territoriales, mais, en quelque sorte, en pointillé, en maintenant la frontière nationale commune. A une époque où la question de l'émergence économique a une importance cruciale, l'autonomie représente l'avantage particulier de mettre à profit la fonction commerciale de la langue, en faisant de la langue majoritaire un vecteur des échanges commerciaux et un facteur unificateur du marché national.

Certes, l'autonomie n'est pas sans dangers, sans risques pour l'unité. Que de pays, où régnait pourtant apparemment l'harmonie, se sont retrouvés emportés dans un engrenage infernal. Mais on peut aussi sans craintes recourir à de telles solutions lorsque les sentiments d'unité, la volonté de vivre ensemble sont très forts. Elles sont alors une réussite. Cela a été le cas des Etats-Unis, de la République populaire de Chine, de la Fédération de Russie, de la Suisse, etc.

Ce désir d'unité est particulièrement fort dans le cas notamment des nations où il y a une très forte complémentarité entre minorité et majorité linguistique, avec une très grande coïncidence des autres éléments de l'identité : histoire, religion communes, interpénétration des territoires.

La nation implique l'existence de facteurs de l'unité. Mais le parfait n'existe pas. Il y

a toujours des différences, des failles, surtout lorsque les interférences étrangères se chargent de les élargir. Elles sont soit dans le facteur religieux, des religions différentes coexistant et dans ce cas on cherchera l'unité dans le facteur linguistique, ou dans le facteur langue, comme c'est le cas de pays arabes tels que le Liban, l'Irak, etc. où l'arabité sert de ciment. Dans le cas de failles linguistiques, on pourra chercher l'unité dans le facteur religieux, par exemple l'islam, qui se verra alors très fortement promu comme dans bien des pays arabes ou musulmans, ou alors dans l'histoire commune, comme c'est le cas en Algérie où la lutte de libération est un puissant instrument de rassemblement de la nation.

C'est quasiment une réaction de survie, de défense de l'unité nationale, en s'appuyant sur d'autres facteurs de l'identité, qui, annexes à un moment, deviennent principaux dans un autre contexte. Ce sont, en vérité, des réactions bien étroites et bien médiocres, que de s'autoriser à juger des sociétés, des peuples, ou des nations qui ont eu recours à de tels moyens de préservation de leur unité, comme cela a été le cas pour le recours à l'appui sur l'identité islamique ou l'identité arabe, à des moments de leur histoire.

### IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

C'est ainsi que le nationalisme arabe a été un facteur d'unité contre la domination étrangère, un puissant facteur de progrès et de libération nationale. Il l'a été particulièrement des années 50 aux années 80. Puis son autoritarisme, son absence de culture démocratique, son mépris parfois pour les minorités, a abouti au développement de forces centrifuges religieuses, ethnoculturelles, et à des conflits vite exploités et encouragés par les puissances occidentales. La fuite de Bachar El Assad en Russie vient de donner un point final à cette phase historique du nationalisme arabe.

Le paradoxe a voulu que les «printemps arabes», en même temps qu'ils témoignaient, d'une certaine manière, de l'unité arabe par leur simultanéité, en dévoilaient en même temps les faiblesses. Le nationalisme arabe a désormais, pour nécessité historique, de prendre un contenu d'autant plus séduisant et convaincant qu'il acquiert une consistance démocratique. Les «printemps arabes», qu'il ne faut pas se presser d'oublier, sous prétexte de leurs détournements, avaient bien désigné cette nécessité dans tous les pays arabes.

Les facteurs identitaires, principalement linguistiques, doivent être maniés avec beaucoup de précaution, de tact pourrait-on dire, tant ils sont sensibles, car ils touchent au principal sentiment sociologique, voire anthropologique de l'être humain, l'appartenance.

Il n'y a pas de recette. Mais un facteur apparaît décisif, notamment en cas de conflit identitaire diffus, ou même déclaré, c'est le désir, la volonté de vivre ensemble, un désir construit par le temps, par l'Histoire, par un héritage ancestral. C'est pourquoi ce désir doit être entretenu jalousement tant il peut être vulnérable, menacé, tant il est subjectif par rapport aux autres facteurs identitaires. Là est le rôle des hommes politiques, d'une politique lucide. S'il y a bien un domaine où la démocratie est vitale, c'est bien la question identitaire.

C'est la raison d'ailleurs pour laquelle, les revendications démocratiques s'expriment très souvent, quasi automatiquement, dès que les questions identitaires arrivent à la surface. C'est dire sur le plan politique, ici peut être plus encore qu'ailleurs, la nécessité du respect de la liberté d'expression. Prochain article, jeudi 5 juin 2025 - Troisième partie: l'identité et la liberté d'expression



# La qualité de la vie

Par Abdelkader Sehim

À u siècle dernier, dans les années soixante, dans nos villes et villages les services de voirie marchaient très bien. On voyait un trou, on le bouchait. On voyait une rigole bouchée, on la débouchait, on voyait une saleté, on l'enlevait et tout était bien dans le meilleur des mondes.

Les cantonniers balayaient les rues de bon matin. L'air était pur, le ciel bleu azur, les coquelicots poussaient au printemps.

En 63 ans d'indépendance, l'Algérie a construit des millions de logements, réalisé des dizaines de milliers de kilomètres d'autoroute, édifié des ponts, des barrages, des ports, des aéroports, des hôpitaux, des écoles, des lycées, des universités, des usines, des unités de dessalement et d'autres réalisations industrielles et pétrolières. De grands progrès ont été faits dans tous les domaines. Ces dernières années, il y a eu un renouveau dans l'Education nationale, dans l'Enseignement supérieur et dans la Formation professionnelle mais ces avancées doivent être en phase avec les besoins immédiats de l'économie nationale.

Les temps ont changé. Le ciment familial s'est effrité. Les valeurs ancestrales ont perdu de leur éclat. La parole donnée ne vaut plus un centime. L'individualisme règne en maître. Le mercantilisme et la loi du profit ont pris le devant. C'est l'apparat qui compte. Les enfants disent des gros mots. Les enseignants sont même agressés dans les écoles. Les vieux ne sont pas respectés. Les saveurs culinaires d'antan ont disparu. Seule « la hrira » et la « chorba » ont subsisté. Les coquelicots ne poussent plus. Le climat se détraque. La hargha et la drogue sont pour nos jeunes les seules perspectives que les marchands de rêve leur font miroiter moyennant des sommes faramineuses. Les frictions internationales et leur lot de violences ont réapparu. Les crimes commis en Palestine sur des enfants et des femmes témoignent de la montée en puissance du sionisme aveugle. Clémenceau a dit en 1919 dans son livre Discours de paix : « Il est plus facile de faire la guerre que la paix ». La diplomatie doit occuper un rôle de premier plan pour ramener la paix. L'humanité a énormément souffert avec les guerres. Nous sommes en 2025. La modernité a gagné du terrain. L'organisation administrative s'est transformée. Il y a des directions de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, il y a des services d'hygiène, au niveau de la daïra, au niveau de la commune, au niveau des services déconcentrés, il y a la protection civile, il y a l'APC, il y a l'APW, Le pays compte 58 wilayates.

Ce qui manque à notre société. C'est le civisme. Et nos écoles n'enseignent plus le civisme ou comme on disait dans les temps passés la morale. Le civisme, du mot latin civis, est l'art d'être citoyen. « Il désigne le respect et le dévouement du citoyen pour la collectivité dans laquelle il vit ainsi que le respect de ses conventions et de ses lois. Cet ensemble de règles écrites ou non écrites, de normes sociales, vise la régulation de la vie en société et facilite la vie en groupe » (Dictionnaire Larousse). Nous devons tous en tant que parents prendre un peu de notre temps pour enseigner à nos enfants le civisme et surtout le respect des maîtres d'école comme dans le bon vieux temps.

Il faut sortir du carcan traditionnel de l'école classique. Il faut orienter les élèves du primaire vers la création, favoriser l'enseignement artistique, les sensibiliser au théâtre, à la musique, aux jeux de société, encourager les activités d'éveil et surtout les pousser à pratiquer les sports collectifs et la natation. A 6 ans, l'enfant peut apprendre beaucoup de choses. Le code de la route, par exemple peut être enseigné à cet âge. Comme ce n'est qu'un ensemble de plaques à mémoriser, il suffit juste de mettre les moyens pédagogiques nécessaires pour familiariser les élèves avec cette matière. Il faut optimiser l'utilisation du temps. Le tableau noir est dépassé.

Dans notre société, la connaissance a surtout été véhiculée par l'oralité. Nos poètes tels que le célèbre Mohamed Belkheir ont composé des chefs-d'œuvre sans passer par l'école. Il faut réhabiliter la discipline. Le téléphone doit être banni de l'école primaire, car nuisible à l'épanouissement intellectuel de l'enfant.

Il est malheureux de voir des enfants du pri-

maire rivés à leur téléphone sans s'apercevoir qu'il accapare leur énergie, délite leurs neurones, diminue leurs capacités de concentration et en fait des consommateurs d'images et de publicités débiles. Il est triste de voir, le soir, à la maison, chacun dans son coin, tapotant je ne sais quoi sur son portable. L'industrie du téléphone fait tout pour amener nos gamins à l'addiction totale. On donne le téléphone à des enfants de 3 ans pour les occuper sans savoir qu'on est en train de les plonger dans un monde dont ils ne s'en sortiront jamais. Aujourd'hui, on en rajoute avec l'IA, qui n'est qu'une stratégie commerciale de plus pour drainer les flux financiers vers les centres de profits.

Est-ce que la graine de pastèque, cette petite « puce » noire qui existe depuis la nuit des temps a besoin d'IA pour donner les grosses pastèques succulentes dont nous flattons nos papilles ? Est-ce que le poirier a besoin de l'IA pour produire les belles poires fondantes de la Mitidja ? La cellule qui est la plus petite entité vivante est un ensemble d'organes constitués autour du noyau et qui fonctionne comme une véritable usine où les rôles sont organisés, réglés et synchronisés. Ce n'est pas l'IA qui est à l'origine de cette merveille. On n'a toujours pas percé les mystères de l'atome. Plus on pousse la recherche, plus on découvre des choses nouvelles, toujours plus petites et plus complexes. Même l'imagination la plus excentrique ne pourra arriver à conceptualiser l'infinitude de la matière. Est-ce que l'IA peut recréer une cellule, sachant qu'elle existe depuis des milliards d'années ? Est-ce que l'IA peut recréer les ailes d'un papillon tels que le bombyx de l'ailante ou le Grand Mars, qui sont une véritable œuvre d'art de par leurs formes, leurs dessins et leurs couleurs ?

La nature possède une puissance de création inégalable. On ne pourra jamais produire une poire artificielle. Ce dont a besoin le pays, c'est surtout la création d'unités de recherches en agriculture à travers toutes les universités pour développer ce secteur et aider nos agriculteurs à produire davantage et à améliorer la qualité.

Le centre universitaire d'El-Bayadh ne comporte pas d'institut agricole. Pourtant, l'élevage des moutons constitue l'activité principale de la wilaya et nécessite une prise en charge dans le domaine de la recherche pour améliorer les races et permettre au pays de devenir un pays producteur de viande. Il en a les capacités. Les éleveurs de la région exportaient déjà dans les années 40 leur cheptel vers le port de Marseille. Mon grand-père faisait le négoce de moutons avec une vieille maison située à Marseille et qui s'appelait « Les vieux de la vieille ».

Il faut aussi s'intéresser à la faune et à la flore dans cette région et inciter les jeunes universitaires à ressusciter ce trésor ancestral. L'élevage des moutons, c'est un ensemble de techniques qui doivent être enseignées. L'éleveur doit être accompagné. Il faut distribuer des aides aux jeunes pour leur permettre de se lancer dans ce créneau. Le mouton, c'est un trésor national. En France, beaucoup de diplômés plaquent tout, s'achètent des brebis et des chèvres et vont les élever dans la montagne pour fabriquer du fromage. Pour eux, vivre à Paris n'a plus de sens. Avant, le beurre à tartiner était fabriqué sur place. Il avait un goût qu'on ne trouve plus.

Il y a plusieurs milliers d'éleveurs dans la région d'El-Bayadh mais aucun d'eux n'a eu l'idée de réaliser une fromagerie ou une beurrerie ou une yaourterie. Ils savent élever des moutons mais ils n'ont pas la fibre d'investisseur.

En Kabylie, par contre, la majorité des exploitants agricoles s'est lancée dans la production de produits dérivés du lait. Des camemberts de haute qualité, qui rivalisent en qualité et en saveur avec les produits français, sont proposés dans le commerce.

Les vétérinaires qui s'installent à leur compte souffrent du diktat des éleveurs. Il faut un code rural pour imposer des obligations aux éleveurs en ce qui concerne le suivi de leur cheptel par les vétérinaires tout au long de l'année. Cette relation doit être contractualisée. C'est un problème de santé publique. Il faut six ans pour former un vétérinaire. C'est une profession qui doit être soutenue par l'Etat.

Le Centre universitaire d'El-Bayadh gagnerait à avoir un institut des langues pour permettre à nos jeunes d'aller vers la découverte des autres cultures et de s'insérer dans l'économie internationale. Les langues, c'est l'accès à l'universel.

L'anglais doit être la discipline phare de cet enseignement. Elle est la langue des affaires. Les négociations de contrats se font généralement en anglais. Des séjours linguistiques devront être organisés dans les pays concernés pour une immersion totale dans le milieu. Il faut agir vite car la mondialisation avance à grands pas.

Pourquoi ne pas mettre en place un institut d'informatique à El-Bayadh ? Pourquoi les grandes écoles en informatique sont centralisées uniquement à Alger ? Nous sommes une région agropastorale et nous en sommes fiers mais nous aspirons aussi au savoir. Pourquoi nos étudiants doivent-ils faire mille kilomètres pour faire de l'informatique ? La numérisation ne peut être menée à bien que s'il y a une fluidité dans les relations entre l'université en tant que background et les partenaires.

Ce qu'il faut pour améliorer la qualité de la vie à El-Bayadh, ce sont des espaces familiaux avec beaucoup de verdure, des commodités sanitaires, des buvettes et des grands arbres ombrageux ainsi que le reboisement et sa gestion. Il y a un déficit d'arbres mais il faut choisir des variétés d'arbres résistants et majestueux. Les monts Ksel et Bouderga qui, autrefois, étaient des forêts très denses et très giboyeuses ont été brûlés par le napalm durant la guerre de libération et méritent d'être reboisés. Le reboisement doit être mené avec des méthodes scientifiques. Il faut inciter la participation de tous à la plantation d'arbres pour contrer la désertification. Il y a aussi un déficit de fleurs. Il faut aider les jeunes à s'orienter vers le métier de fleuriste. Il faut apprendre aux enfants à étudier les fleurs et à les aimer. Le sultan de Babylone, dans les temps anciens, avait créé les jardins suspendus où les fleurs d'essence millénaire étaient une merveille. Les monarques d'Europe se sont inspirés de ce chef-d'œuvre pour créer des jardins somptueux qui existent toujours.

Les bénéfices d'une plantation d'arbres sont les suivants :

- Filtration de l'air
- Filtration de l'eau pour les nappes phréatiques
- Régulation du climat
- Bien-être de la population

L'intelligence existe depuis le commencement du monde, depuis des milliards d'années dans tout ce qui vit. Toute forme de vie a une intelligence.

Qui est-ce qui fait tourner la terre autour d'elle-même et autour du soleil ? L'intelligence ne peut pas être artificielle. C'est une fiction pour décérébrer l'être humain et le faire manipuler par les machines.

Laissez les enfants tranquilles, ils n'ont besoin ni de vos téléphones, ni de vos tablettes, ni de vos gadgets, ni de vos histoires. Ils sont heureux de nature. Ils sont capables de comprendre tout pour peu qu'on sache leur parler. Chaque enfant a une intelligence qui lui est propre. Il revient aux psychologues et aux conseillers d'orientation de déceler les prédispositions de chacun. Je ne vois pas pourquoi on attend le lycée pour leur apprendre la chimie, la physique et la mécanique. Il faut vulgariser la science en utilisant nos vieux dialectes qui sont très riches. Au Vietnam, ils ont enseigné la physique avec leur langue maternelle et ça a réussi. Le pays est en plein boom économique. La langue maternelle est le véritable vecteur de la connaissance. Ahmed Chaouki, le grand poète égyptien, l'a bien dit. « Nos mères sont les premières professeurs ». Mozart, enfant prodige et compositeur précoce, s'est produit en public dès l'âge de sept ans à travers l'Europe où il a subjugué les assistances avec sa sœur Maria Anna. Arthur Rimbaud, poète précoce et visionnaire, faisait des vers à 5 ans.

Le cerveau humain est unique. Son potentiel est illimité. Les champs de connaissances de l'intelligence humaine sont plus vastes que l'univers. Avant, on jouait aux billes et on était heureux. On était ouverts. On était inventifs, on fabriquait des ballons avec des chiffons et on jouait au foot avec. On allait des fois dans les prés environnants chasser les gerboises et on a appris très vite à trouver le bon trou car cet animal avait une stratégie infailible. Il creusait plusieurs terriers pour leurrer ses poursuivants. Les filles jouaient à la marelle et à cache-cache. Les grandes personnes étaient respectées. Nos grand-mères nous racontaient de belles histoires et on apprenait à parler sans apprendre l'alphabet et la grammaire. Nos mères nous préparaient des plats succulents. Je me rappelle des frites croustillantes qu'elle préparait en deux cuissons. C'est

une voisine belge originaire de Bruges qui habitait près de chez nous dans les années cinquante qui lui a communiqué cette recette de l'omelette frites. Il y avait la vieille machine à pétrole en cuivre jaune qui émettait un bruit doux qui m'assoupissait. On n'a pas eu la télévision dans notre enfance. Mais on lisait beaucoup les illustrés. Je me rappelle que j'étais passionné par Blek le Roc et le Professeur Occultis. J'ai lu toute la série et c'est comme ça que j'ai appris le français.

C'est dans les premières années que l'enfant a du génie mais au lieu de cultiver les dons on les oppresse par un modèle d'apprentissage rébarbatif, qui le dépouille de ses facultés innées. On n'a toujours pas compris ce c'est l'enfant qui a des choses à nous apprendre.

La curiosité de l'enfant est insatiable. Il pose beaucoup de questions. Il veut comprendre. Il faut le suivre et répondre à ses questions.

Le petit garçon de 11 ans qui garde les moutons, qui n'est jamais allé à l'école sait faire beaucoup de choses. Il sait compter ses moutons, il a appris tout seul à apprivoiser ses brebis, il a appris à mener ses bêtes vers les bons pâturages, il leur a appris à ne pas s'éloigner du troupeau. Il sait leur parler. Le chien lui obéit sur un simple geste. Tous ses sens sont en éveil, Il sait qu'il doit bien faire son travail, qu'il a un devoir et que son père l'attend le soir pour lui demander des comptes. Son intelligence travaille et il apprend tous les jours de nouvelles choses. Il est confronté à la nature. C'est l'activité qui forme l'individu et d'ailleurs je n'ai jamais vu plus fin négociateur que les éleveurs. Vous ne leur arrachez pas un centime. Ils ont été élevés à la dure.

La qualité de la vie, c'est essentiellement le droit à la culture et à la lecture. A El-Bayadh, il n'y a pas de librairie qui vend des livres de littérature et des illustrés pour les petits. Les gens ne lisent plus. Il y a une production extraordinaire d'œuvres littéraires dans le monde mais on n'en profite pas. Chaque jour, des dizaines de romans sortent mais on n'y a pas accès. On est devenu inculte. Au lieu d'importer que ce qui touche à l'estomac, on ferait bien d'importer des livres. Comment apprendre une langue si on ne lit pas ? Yasmina Khadra, l'écrivain algérien qui a acquis une renommée internationale est lu en Asie et en Amérique latine mais pas en Algérie. Pour revenir à l'IA, on se rappelle que c'est l'atome qui a détruit Hiroshima et Nagasaki. La couche d'ozone est en danger à cause des composés halogénés. Si l'IA est utilisée uniquement pour la médecine et l'instrumentation médicale, d'accord, mais si c'est pour fabriquer des armes plus redoutables, alors on n'en veut pas. Les stocks nucléaires impressionnants détenus par les grandes puissances sont déjà suffisants pour détruire tout le système solaire et générer un deuxième big-bang.

L'IA est très utile, mais il y a le risque qu'elle soit utilisée à des fins non conventionnelles. En Algérie, elle peut constituer le levain de la recherche scientifique. La qualité de la vie est tout un programme. C'est un style de vie. Il faut vulgariser ce concept dans la collectivité. La qualité de la vie, c'est une science qu'il faut enseigner. Il y a tout intérêt à lancer des campagnes de formation à la qualité de la vie en direction de nos élus. Ce travail minutieux nécessite du temps et de la bonne volonté. Mais le pari peut être gagné car notre chère Algérie mérite tous les sacrifices. La qualité de la vie, c'est d'abord la qualité de l'air, la qualité de l'eau, la qualité des aliments.

La qualité de la vie, c'est la culture du beau, c'est la création, artistique, ce sont les belles formes architecturales.

La qualité de la vie, ce sont les beaux jardins de fleurs, ce sont les parcs floraux, ce sont les balcons fleuris.

La qualité de la vie, c'est aussi la qualité des soins, la qualité des services, la qualité de la maintenance des équipements médicaux. L'Algérie compte 5 millions de diabétiques. Le diabète est un trouble du métabolisme des glucides dû à un dysfonctionnement du pancréas qui ne génère plus d'insuline comme la bobine qui ne donne pas de courant. C'est un problème technique comme un autre auquel peuvent s'atteler des équipes multidisciplinaires de médecins spécialistes et de chercheurs en intelligence artificielle.

C'est un chantier national. Dans le cas de la médecine, l'IA est en retard.

L'Intelligence artificielle doit polariser son action sur l'amélioration de la qualité de la vie, sur la recherche médicale, sur la recherche agronomique et sur l'épanouissement de l'homme.



# Tebboune montre la voie aux walis, loin du folklore médiatique !

**On imagine parfois la carrière des walis comme une vie reposante et douillette de hauts fonctionnaires jouissant des ors de la République, dans un confortable ennui.**



Par Cherif Ali\*

On a tort et ce, pour plusieurs raisons : D'abord parce que les walis sont en première ligne pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'Etat, au niveau local, notamment pour le maintien de l'ordre public ; dans ce domaine toute faute peut entraîner une révocation immédiate par le pouvoir politique.

Ensuite parce que la pression politique sur les walis s'est accentuée avec le temps, ils doivent composer avec une sphère politique locale dont les impératifs ne recoupent pas toujours parfaitement, avec ceux de l'administration dont le wali incarne l'autorité.

Enfin parce que le représentant de l'Etat épousant les évolutions de cette dernière, s'impose avec le temps une dimension plus managériale de son action, une obligation de résultats et de rendre des comptes à l'autorité politique, voire à la population, le tout avec des ressources de plus en plus limitées.

## IL FAUT SAVOIR AUSSI QUE LA NOMINATION DES WALIS N'OBÉIT PAS À DES PRINCIPES FIXES

D'ailleurs il n'existe nulle part et, a fortiori, dans la fonction publique, un profil de carrière-type, contrairement à l'entreprise où l'actionnaire principal désigne son dirigeant, ce qui n'a en soi rien de scandaleux.

Mais, pour couper court à toute spéculation, on met en avant le principe du pouvoir discrétionnaire qui échoit à l'autorité investie du pouvoir de nomination ; celle-ci n'a pas à justifier son choix. Dans le communiqué qui est rendu public, il n'est jamais expliqué, ni le choix ayant présidé à la désignation, ni le motif justifiant la mutation, encore moins la nature des griefs prévalant à la cessation de fonctions des walis.

Tel a été le cas du wali d'Adrar qui a été remplacé par son secrétaire général chargé de gérer les affaires de la wilaya, lit-on dans le communiqué de la présidence de la République. Ceci étant dit et malgré une rente importante, nos walis continuent à gérer le quotidien par des méthodes qui se caractérisent par un sérieux déficit de communication, malgré les exhortations du président de la République, qui aimerait les voir investir le terrain en managers du développement, en médiateurs de la République et, surtout, se rapprocher de la population, tout le temps et non pas le temps d'une visite officielle.

A tous les niveaux de la chaîne, tout le monde se couvre ; chacun agit avec l'idée de se prémunir en cas de pépin !

Résultat, une forme de fébrilité s'est emparée notamment des walis ; personne ne veut risquer d'être identifié à l'origine d'une faute.

Traditionnellement, les walis changent de wilaya, tous les 5 ans, en moyenne. L'idée est d'empêcher qu'ils ne s'attachent trop aux intérêts de leur région ou créent des liens trop proches avec les notables ou les hommes d'affaires locaux.

Et à chaque mouvement de walis, il y aura telle ou autre personne, en fonction de sa propre analyse, ne se privera de citer, tel ou tel cas d'abus, de favoritisme, même si cela peut relever parfois du domaine anecdotique !

Ce qui est sûr, c'est que le mouvement provoque des disponibilités et des ouvertures de

carrière en chaîne et introduit de la souplesse et crée une nouvelle dynamique dans la sphère où il est opéré.

Une remarque toutefois concernant des secrétaires généraux de wilayas qui sont promus walis au bout de 15 à 18 années de fonctions. A l'usure donc ! Alors qu'en stagnant dans leurs postes durant toute cette période, ils ont largement démontré, à l'insu de leur plein gré comme dirait l'autre, qu'ils n'étaient pas éligibles à cette fonction !

Sur un autre plan, s'il est bon de « diversifier » les origines dans la nomination des walis, certains d'entre eux n'ont aucune culture du corps faute, d'avoir effectué des « aller retour » entre l'administration centrale et locale.

En plus, l'acclimatation se faisait plutôt chez les chefs de daïras. Après cette formation sur le tas qui durerait un certain temps, le concerné était promu wali.

Depuis, les nominations de personnalités venues de l'extérieur ont troublé cet ordre, notamment dans les années 1990.

Et la greffe n'a pas pris ! Tout comme l'ascenseur pris par certains walis promus ministres puis rétrogradés walis avec statut de ministres. Une incongruité bien algérienne !

## IL FAUT ADMETTRE TOUTEFOIS QUE LES WALIS NE SONT PAS RÉELLEMENT DOTÉS DES POUVOIRS EXORBITANTS QU'ON LEUR PRÊTE !

La première limite, a précisé quelqu'un, se trouve au niveau de la conception - même - de la fonction : leur action est noyée dans une multitude de tâches qui grèvent leurs capacités de réflexion et de planification. Des avaloirs bouchés aux ordures ménagères, en passant par la voirie, leur énergie se consume dans des missions censées être accomplies par les APC et les services spécialisés. À force de s'occuper de tout, le wali donne parfois l'impression de ne s'occuper de rien...comme il se doit.

La seconde tient à l'interventionnisme étouffant des administrations centrales à travers un fatras de circulaires et de messages qui entravent leurs actions en compliquant les procédures. Prenons l'exemple de la capacité du wali à affecter des terrains pour l'investissement. Depuis l'été 2011, les wilayas ont attribué des dizaines de milliers d'hectares de terrains d'investissement. En cinq ans, peu de projets ont connu une avancée sur le terrain et un nombre insignifiant a été achevé et mis en exploitation.

D'ailleurs, l'explication vient des walis eux-mêmes : complexité des procédures administratives dont les solutions dépendent des multiples intervenants aux niveaux central et local. En résumé, si le wali affecte les terrains, le reste des procédures lui échappe dans une large mesure.

Les walis sont « ciblés » : est-ce à dire qu'ils vont continuer longtemps à porter le chapeau, alors que les P/APC qui ont pourtant bénéficié d'une formation appropriée, de l'augmentation de leurs salaires et de l'apport non négligeable de plus de 5.000 cadres entre ingénieurs et architectes vont se tirer indemnes du désastre du développement local ?

On leur reproche leur absence de réactivité concernant notamment les attributions de logements sociaux et le retard dans l'exécution dans les opérations de développement local !

## ON LEUR A AUSSI FIXÉ UN CAP: CRÉER DE LA RICHESSE ET DE L'EMPLOI !

On leur a intimé également « la nécessité de rattraper en urgence, les lacunes enregistrées dans le cadre de vie des citoyens et poursuivre les efforts proactifs en prévision des éventuels risques liés à l'automne et à l'hiver ; à prendre toutes les mesures visant à protéger les citoyens et leurs biens ; à élever le niveau de vigilance sanitaire à travers l'ensemble des wilayas du pays ; à intensifier le travail de terrain des bureaux de santé communaux et des commissions locales concernées ».

Il faudrait pour cela, que les walis, crise oblige, aillent chercher de l'argent pour investir et créer de l'emploi localement.

En un mot, se transformer en « managers » pour faire fonctionner les collectivités locales comme de véritables entreprises !

La tâche n'est pas insurmontable, elle passerait par un choix judicieux des hommes une réforme audacieuse des finances et de la fiscalité locale ce qui conférerait aux édiles plus de pouvoirs en matière de foncier et de recouvrement d'impôts locaux et du code communal et de la wilaya, sachant que pour ce dernier texte, l'administration centrale du ministère de l'Intérieur s'attèle à mettre la dernière touche.

Dans un de ses discours, le Président Tebboune avait déclaré « que l'Etat avait pris toutes les mesures pour protéger et soutenir les walis qui sont la cheville ouvrière de l'Etat algérien ainsi que les élus locaux qui ne sont pas de simples gestionnaires ou exécuteurs de décisions, mais disposent de toutes les prérogatives -sous le contrôle de la loi-, des prérogatives que nous œuvrons à renforcer».

Dans cet ordre d'idée, les walis ont insisté lors d'un atelier intitulé -le Wali, pilier du processus de développement économique local-, sur l'impératif de les doter d'un Statut compte tenu de la complexité des missions qui leur ont été confiées, notamment en matière de développement locales.

Ils ont également mis l'accent sur « la nécessité de réorganiser les services extérieurs de l'Etat placés sous la responsabilité du wali et de les adapter au service des missions économiques des autorités publiques ».

Entre autres recommandations, figure « le renforcement des missions de planification au sein des prérogatives du wali afin de réaliser les objectifs de développement tracés et programmés sur les court, moyen et long termes ». Ils ont également souligné « l'impératif d'accorder un intérêt particulier au développement des ressources humaines, à travers la création de mécanismes d'incitation aux cadres relevant de l'administration générale de la wilaya, en permettant au wali de recourir aux expériences et aux compétences à travers la simplification des procédures contractuelles ».

Ils ont insisté aussi sur « la nécessité de consacrer le rôle du wali en matière de développement économique local dans le cadre de la révision en cours du code de la wilaya, et ce, en tenant compte de la cohésion des différentes lois et réglementations régissant l'action au niveau local avec les prérogatives confiées aux walis selon une nouvelle approche économique. »

Les walis ont plaidé, en outre, pour « le renforcement et l'élargissement du rôle décisionnel du wali en matière de planification et de mise en œuvre des programmes pour concrétiser la décentralisation de la prise de décisions en matière de mise en œuvre des programmes d'investissement public ; l'adoption des outils d'aménagement du territoire en tant qu'outils efficaces dans le processus de prise de décision, à l'instar du Plan national d'aménagement du territoire et du Plan d'aménagement du territoire de la wilaya, en adoptant des mécanismes modernes de gestion reposant essentiellement sur le numérique ».

## VOUS ÊTES LE PREMIER PILIER DE L'ÉTAT !

Cette phrase prononcée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, à l'adresse des walis, résume tout le rôle qu'il réserve dans la concrétisation de son programme à ce corps de commis de l'État, dont il est lui-même issu. « Vous devriez vous libérer du réflexe de l'hésitation, prendre des initiatives et faire preuve d'audace ; cet esprit doit prévaloir en cette période où nous affrontons beaucoup de défis relatifs à des projets stratégiques comme la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la sécurité financière. » !

Le chef de l'État qui a, maintes fois, souligné qu'il œuvrait à « asseoir les bases de la nouvelle gouvernance à travers la diversification des sources de financement et l'amélioration des méthodes de gestion », avait précisé que « les méthodes de gestion n'étant

pas figées, les walis n'ont pas à attendre les instructions centrales ». « Vous devriez imposer votre autorité sans autoritarisme, avec des méthodes civilisées ! »

Telles sont les orientations, maintes fois, réitérées aux walis de la République par le Président Tebboune excédé, peut-être, par les agissements d'un certain nombre d'entre eux. Ils sont souvent accusés de se donner en spectacle et d'abuser de leur pouvoir devant les caméras de télévision.

L'orientation est claire : ayant fait lui-même sa carrière dans la gestion des collectivités, le Président Tebboune veut impliquer les responsables au niveau local dans la dynamique de développement du pays ; il recherche surtout l'efficacité des réponses aux préoccupations des citoyens.

### Loin du «folklore médiatique».

#### Tebboune, le wali des territoires!

Avant que son nom ne résonne sous les dorures du palais d'El Mouradia, avant que le poids de la République ne repose sur ses épaules, Abdelmadjid Tebboune fut un homme de route, de poussière et d'écoute. Dans les replis discrets de l'Algérie administrative, là où l'État prend la forme d'un regard, d'un décret ou d'un chantier, il fut wali, ce mot sobre et solennel, chargé de responsabilités silencieuses.

L'homme venait du Sud-Ouest, né en 1945 à Mécheria, ville de vent et de pierres, là où les saisons laissent leur empreinte sur les visages. L'ENA d'Alger le forma aux codes de la République, mais c'est la terre qui le forma à l'Algérie.

Dans les années 1970, on le nomme à Adrar, au seuil du désert. Là-bas, tout est plus grand, plus lent, plus ancien. Il faut parler moins fort et écouter plus longtemps. Les oasis murmurent leur sagesse sous les palmiers. Tebboune y apprend la politique à la manière des anciens: en silence, avec patience. Il ne gouverne pas, il accompagne, répare, relie. Il regarde l'eau couler sous les « foggaras » comme on lit un livre sacré, conscient que gouverner un territoire, c'est d'abord comprendre sa respiration.

Puis vient Tiaret, la fertile, la rebelle, la rugueuse. Il y trouve un peuple attaché à sa terre comme à une promesse non tenue. Il marche dans les plaines, inspecte les silos, serre les mains calleuses des paysans. Ici, on ne croit qu'à ce qu'on voit. Il le comprend vite : les mots ne suffisent plus, il faut bâtir. Il lance des programmes, fait de l'emploi rural un combat personnel.

## IL Y LAISSE L'IMAGE D'UN HOMME DROIT, PAS TOUJOURS SOUPLE, MAIS PRÉSENT

Enfin, Tizi Ouzou. Terre fière, frondeuse, vibrante. Rien n'y est simple, rien n'y est neutre. Chaque mot porte un sens politique, chaque geste peut devenir symbole. Tebboune y marche sur une corde raide. Il n'y vient pas en conquérant, mais en veilleur. Il écoute beaucoup, parle peu, agit prudemment. Il sait qu'ici, la légitimité ne se décrète pas : elle se conquiert par le respect, la mesure, la constance.

Ces années de wali ne sont pas des étapes secondaires. Elles sont le cœur invisible de son parcours. Là, loin des caméras et des fastes, il apprend ce que veut dire gouverner un peuple multiple, sur une terre immense, avec des ressources parfois chiches mais une volonté ardente.

Il quitte ces postes sans fracas, comme il les avait assumés : dans le calme. Mais quelque chose, en lui, est devenue plus vaste. Le pouvoir, il l'a touché, mais à hauteur d'homme. Ce n'est pas un trône, c'est une traversée.

Quand, des années plus tard, il s'assied sur le fauteuil présidentiel, on pourrait croire que c'est là le sommet.

Mais lui sait que c'est seulement un autre chemin. Il garde en mémoire les visages d'Adrar, les labours de Tiaret, les silences de Tizi Ouzou. Il sait que l'Algérie ne se gouverne pas d'en haut : elle se comprend d'en bas. On peut gouverner de loin, mais on n'administre bien que de près. Loin du folklore médiatique vient de le rappeler judicieusement le Président Tebboune, aux ministres et conséquemment aux walis!

\*Ancien chef de Daïra



Plaidoyer pour une révolution écologique dans la gestion des eaux de pluie en Algérie

## Et si chaque goutte comptait ?

Par Elhabib Benamara

Dans le silence brûlant des après-midis sahariens, une question simple mais cruciale s'impose : combien de litres d'eau laissons-nous fuir chaque jour, alors que le ciel nous les offre gratuitement sous forme de précieuses gouttes ? Ces gouttes, nous les regardons tomber sans jamais songer à les conserver, alors même qu'elles pourraient devenir la clé de notre sécurité alimentaire, de notre résilience, et de notre avenir.

L'eau est un trésor. Elle est rare. Elle est précieuse. Chaque goutte compte.

Aujourd'hui, alors que le monde entier s'adapte au changement climatique, l'Algérie ne peut plus se contenter d'être spectatrice. J'ai récemment eu l'occasion de consulter un cahier des charges élaboré par l'État saoudien pour la location de terrains dans un désert montagneux, spécifiquement destinés à la culture de lavande et d'agrumes.

Juste de la récupération et de l'intelligence. En Arabie Saoudite, avec moins de 250 mm de pluie par an, on exige des exploitants qu'ils s'adaptent au climat au lieu de le défier.

Et nous, en Algérie ? Pourquoi continuons-nous à concevoir des villes et des projets agricoles qui ignorent les cycles naturels ? Pourquoi persistons-nous à drainer les eaux de pluie vers la mer, à dépenser des milliards dans des usines de dessalement pour récupérer cette même eau que nous aurions pu capter et utiliser là où elle est tombée ?

Sortir de l'économie de la rente, c'est aussi restaurer notre lien avec la terre. Nous devons oser un changement de paradigme.

Les sécheresses que nous subissons ne sont pas une fatalité : les pluies qui tombent chaque année sont suffisantes pour répondre à nos besoins, à condition d'en capter chaque goutte et de la valoriser. Même rares, ces pluies nous imposent une responsabilité : les utiliser avec soin, et surtout, ne jamais les perdre dans les égouts, la mer ou le désert.

Il est temps de cesser de pleurer la sécheresse et d'agir.

Un sursaut collectif est nécessaire. Nous avons besoin d'une mobilisation nationale : hydrologues, climatologues, agronomes, urbanistes, architectes, ingénieurs, élus et citoyens doivent repenser ensemble notre gestion de l'eau, de nos villes et de nos territoires.

Des solutions existent. Elles ont fait leurs preuves ailleurs.

Brad Lancaster, pionnier américain de la récupération des eaux de pluie à Tucson, Arizona, a montré qu'en zone désertique, avec moins de 280 mm de pluie par an, il est possible de vivre presque entièrement grâce aux eaux récupérées sur place. En créant des bassins de rétention, en réutilisant les eaux grises des douches et lavabos, en captant les condensats d'air conditionné, il a réduit sa consommation d'eau à moins de 20 litres par personne et par jour, tout en maintenant des arbres fruitiers et des potagers. Ce modèle n'est pas une utopie. Il est duplicable, ici, en Algérie. À Tamanrasset, Béchar, Adrar, Ghardaïa...

Nous pouvons :

- Installer des systèmes de récupération d'eau sur les toits plats,
- Créer des jardins pluviaux et des micro-forêts urbaines,

- Réutiliser les eaux grises pour irriguer des arbres fruitiers,
- Former les citoyens et les écoliers à une nouvelle culture de l'eau. Et surtout, nous pouvons nous inspirer des savoirs ancestraux et des expériences réussies en Afrique.

Dans les régions arides et semi-arides, des méthodes simples et efficaces ont fait leurs preuves, comme l'expérience des demilunes au Niger et au Burkina Faso. Creusées en forme de croissant sur des sols dégradés, ces structures permettent de capter les eaux de ruissellement et les sédiments, favorisant ainsi la rétention d'eau, la fertilité des sols et la germination de la végétation naturelle. Elles transforment des steppes arides en pâturages pour le bétail, réduisent l'érosion, et régénèrent des écosystèmes entiers.

Combinées à d'autres techniques, comme le reverdissement par l'agroforesterie, la plantation d'espèces adaptées (arbres, arbustes, herbacées), ou la création de zones de ralentissement des écoulements (ZRE), ces solutions permettent de recharger les nappes phréatiques, de stabiliser les sols, et de limiter les inondations et la sécheresse.

Ces approches sont adaptées aux steppes algériennes, aux Hauts Plateaux, et aux régions sahariennes. Elles nous offrent une voie concrète vers la souveraineté alimentaire et la résilience climatique. Car récolter l'eau de pluie, ce n'est pas revenir en arrière. C'est avancer. C'est choisir l'intelligence, la résilience et l'espoir. C'est comprendre que chaque goutte est une promesse : de nourriture, de fraîcheur, de fertilité, de vie. L'Algérie a besoin d'un électrochoc. Pas dans dix ans. Maintenant.

Cela commence par des actions concrètes :

- Intégrer systématiquement la collecte des eaux pluviales dans tout projet urbain, agricole ou industriel,
- Former une nouvelle génération de professionnels à la gestion intégrée de l'eau,
- Financer des bassins de rétention, des jardins pluviaux, des systèmes d'infiltration, et généraliser l'usage des eaux grises,
- Organiser, sans délai, des assises nationales de l'eau pour définir une stratégie claire de souveraineté hydrique, en associant experts, élus et citoyens,
- Lancer des zones pilotes dans le Sud, l'Atlas saharien et les Hauts Plateaux, pour démontrer la faisabilité d'un modèle basé sur la rétention des eaux de pluie et la régénération des écosystèmes.

Car, au fond, il ne s'agit pas seulement d'eau.

Il s'agit de souveraineté alimentaire, d'indépendance économique, de résilience climatique.

Il ne s'agit pas de manque de pluie, mais de manque de volonté. Chaque goutte est un avenir. Chaque goutte est une victoire. J'ai demandé à Michal Kravčík, expert hydrologue mondialement reconnu, quel message il adresserait à l'Algérie : il m'a répondu que la clé est de restaurer le petit cycle de l'eau, rompu par la déforestation et l'urbanisation des 150 dernières années. Son credo est clair : garder l'eau sur les continents, ne plus la drainer vers la mer. Alors agissons, maintenant. Faisons de l'Algérie un pays modèle, où chaque goutte d'eau est honorée, captée, utilisée, et partagée.

Que chaque goutte devienne une promesse de vie.

Que chaque goutte compte.

## De Saïgon à Gaza : les peuples face à l'Empire

Par Abderrezak BOUCHAMA

Le 30 avril 1975 marquait la chute de Saïgon et la fin de la guerre du Vietnam. Une guerre qui, avec ses trois millions de morts, ses villages dévastés par le napalm et l'agent orange, et ses soldats américains brisés, a symbolisé la première grande défaite de l'empire américain. Cette défaite n'était pas seulement militaire : elle fut morale, politique et sociétale. Elle a entraîné une rupture durable entre la jeunesse américaine et le pouvoir de Washington.

### LE SOULÈVEMENT DES CAMPUS : D'HIER À AUJOURD'HUI

À cette époque, les étudiants américains se soulevaient sur les campus, dénonçant les mensonges d'État, la brutalité coloniale et le cynisme d'une guerre présentée comme une croisade contre le communisme. C'est dans ce climat qu'est né le concept moderne de « deep state » ou État profond, cette impression que le peuple était trompé par une machine étatique opaque et autonome. Une méfiance qui persiste aujourd'hui encore dans la conscience américaine. Ce refus collectif de la guerre fut porté par de puissants mouvements civiques, des artistes, des intellectuels, mais aussi des figures historiques. Les chansons de Joan Baez et Bob Dylan, comme « Blowin' in the wind » ou « Where have all the flowers gone? », étaient devenues les hymnes d'une génération insurgée contre l'injustice. Martin Luther King, dans un discours prononcé en 1967 contre la guerre, martelait : « Le moment vient où le silence devient trahison. » Et Mohamed Ali, champion du monde de boxe, refusait d'être enrôlé, déclarant : « Aucun Vietcong ne m'a jamais appelé nègre. » Ces paroles ont résonné comme un coup de tonnerre, soulignant l'absurdité d'envoyer des jeunes Noirs mourir au Vietnam pour une Amérique qui les discriminait encore chez eux.

Aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, l'Histoire bégaye. Les étudiants américains occupent de nouveau leurs campus, cette fois pour Gaza. Et comme en 1970, ils sont à nouveau frappés, matraqués, expulsés. Leurs appels à la justice sont accueillis par la répression, leurs tentes démantelées, leurs paroles criminalisées. Même courage, même solitude, même lucide rejet de la violence d'État.

### GAZA : COLONIALISME ET IMPÉRIALISME CONTEMPORAINS

La guerre contre Gaza est une guerre coloniale pour Israël, mais elle est également une guerre impérialiste pour les États-Unis, qui fournissent les armes, les vetos, les discours. Elle révèle une fois encore l'hypocrisie des puissants et la brutalité de l'ordre international. L'enseignement fondamental de la guerre du Vietnam, c'est que dans les guerres asymétriques, ce n'est pas la puissance militaire ou économique qui détermine l'issue. C'est la légitimité du combat, la détermination face à l'injuste, la soif de liberté qui finit toujours par prévaloir. À Saïgon, les hélicoptères américains s'enfuyaient en hâte, laissant derrière eux des alliés trahis et un pays en ruines. Il n'est pas impossible qu'un jour, les images de Tel Aviv vidées dans la panique, les sionistes fuyant comme autrefois les colons français d'Alger ou les marines de Saïgon, surgissent dans notre actualité.

### ALGÉRIE-VIETNAM : UNE SOLIDARITÉ FORGÉE DANS LA LUTTE

Pour l'Algérie, qui sortait alors fraîchement de sa propre guerre anticoloniale contre une France revancharde, elle-même humiliée à Diên Biên Phu en 1954, l'identification avec le combat vietnamien était évidente. L'Algérie indépendante a soutenu sans équivoque le Vietnam du Nord. En mars 1974, notre regretté président Houari Boumedienne entreprend une visite d'État au Vietnam, dans un contexte historique lourd de symboles. Le pays venait tout juste de sortir d'un long conflit contre les États-Unis, qui s'était officiellement terminé avec les Accords de Paris en 1973, mais le Vietnam restait alors divisé entre le Nord (République démocratique du Vietnam) et le Sud (République du Vietnam), soutenue par Washington.



La visite de Boumedienne, à la tête d'une importante délégation politique, diplomatique et médiatique, visait à affirmer la solidarité indéfectible de l'Algérie avec le peuple vietnamien. Elle devait également préparer le terrain à une coopération renforcée entre Alger et Hanoï dans le cadre du Mouvement des non-alignés.

Mais cette visite fut marquée par un drame. Le 8 mars 1974, un avion affrété pour transporter une partie de la délégation algérienne, principalement des journalistes, techniciens et accompagnateurs, s'écrase à l'approche de l'aéroport de Hanoï, dans la commune de Mai Dinh, district de Soc Son. Il n'y eut aucun survivant : 27 personnes périrent, dont 15 journalistes algériens et 9 journalistes vietnamiens.

L'émotion fut immense, à la mesure du sacrifice. En quelques jours, les autorités vietnamiennes, mobilisées au plus haut niveau, le Premier ministre Pham Van Dong en personne supervisa les opérations, identifièrent les corps, organisèrent une cérémonie funèbre solennelle, et coordonnèrent avec Alger le rapatriement des dépouilles. Celles-ci furent acheminées à bord de l'avion présidentiel algérien, spécialement renvoyé pour cette mission.

À Alger, l'arrivée des cercueils fut accompagnée d'un hommage national rendu par le Président Boumedienne lui-même, en présence des familles endeuillées et de tout le corps de presse. Ces journalistes furent célébrés comme des martyrs de la solidarité internationale, morts sur une terre amie, dans l'exercice d'une mission de vérité et de fraternité. L'émotion populaire fut telle que certains disaient : « Mourir à Hanoï, c'est mourir en terre sainte. » Cette catastrophe, loin d'éloigner les deux pays, a renforcé leur lien. Elle a scellé dans le sang une fraternité politique, mémorielle et humaine que rien n'est venu démentir depuis.

### LES LEÇONS DE MAÎTRE GIAP

Cette même fraternité fut célébrée quelques mois plus tard lors de la visite historique du général Võ Nguyên Giáp en Algérie, du 4 au 10 janvier 1976. Ministre de la Défense du Vietnam et vainqueur légendaire de Diên Biên Phu, Giáp fut accueilli à Alger en héros. Il prononça un discours solennel au Palais du Peuple, aux côtés du Président Boumedienne. Dans cette allocution marquante, il évoqua la lutte anticoloniale commune entre les deux peuples, et rendit hommage à la Révolution algérienne.

C'est à cette occasion qu'il prononça la phrase restée célèbre : « L'impérialisme est un mauvais élève qui n'apprend jamais les leçons de l'histoire. » Par ces mots, il dénonçait l'obstination des puissances coloniales à reproduire les mêmes erreurs : la France, battue au Vietnam en 1954, s'était empressée de relancer une guerre en Algérie. Et plus largement, ces propos visaient tous les impérialismes, y compris américain, incapables de tirer les leçons des défaites infligées par les peuples colonisés. L'histoire lui a donné raison : les États-Unis se sont encore fourvoyés en Irak et en Afghanistan, fuyant

Kaboul comme jadis Saïgon. Avant eux, l'Union soviétique avait envahi l'Afghanistan, détruisant ses structures traditionnelles et conduisant à l'émergence de forces obscures, destructrices comme les Talibans, Al-Qaïda, et les djihadistes en général, dont nous avons subi le retour des flammes lors de la décennie noire. Aujourd'hui, l'agression contre Gaza vient tristement confirmer la persistance des mêmes erreurs : une puissance coloniale qui refuse la légitimité de l'autre, un impérialisme qui croit encore que la force militaire peut étouffer un peuple, et un Occident incapable d'apprendre de ses défaites passées. Gaza, comme hier le Vietnam ou l'Algérie, devient ainsi le miroir d'une obstination impériale à nier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

### L'INTROSPECTION AMÉRICAINE, LE SILENCE FRANÇAIS

Contrairement à la France, les États-Unis ont amorcé une véritable introspection sur la guerre du Vietnam. Sans excuses officielles, certes, mais avec des reconnaissances publiques et documentées : le Winter Soldier Investigation en 1971, le rapport Peers sur le massacre de Mù Lai, les témoignages de soldats, les enquêtes internes du Pentagone. John Kerry, vétéran devenu sénateur, évoquait alors les viols, tortures et meurtres de civils comme actes « tolérés par la hiérarchie ».

Des figures majeures comme Robert McNamara, artisan de la guerre du Vietnam en tant que secrétaire à la Défense, ont reconnu la faute morale : « Nous avions tort, terriblement tort. » Les présidents Bill Clinton, puis Barack Obama, ont exprimé leur regret pour les souffrances infligées, en saluant les millions de victimes vietnamiennes. Cette lucidité a aussi traversé la culture américaine : des films comme Apocalypse Now, Platoon ou Full Metal Jacket ont exposé la brutalité de cette guerre.

Rien de tel en France. À cinq ans près des 200 ans de la colonisation de notre pays, le silence, l'effacement, le déni et parfois une posture belliqueuse dominent encore la mémoire officielle de la guerre d'Algérie. Aucune reconnaissance de la destruction quasi systématique de notre société, de sa culture, laissant en 1962 près de 90 % de la population analphabète ou à peine alphabétisée. Des crimes que l'on pourrait, aujourd'hui, qualifier de génocide n'avaient été que des ombres sans voix. Ce n'est pas seulement une omission morale : c'est un refus politique et juridique de nommer les crimes, parfois constitutifs de crimes contre l'humanité, voire de génocide. Tant que ce refoulement durera, la fracture mémorielle entre l'ancienne puissance coloniale et notre peuple restera béante. Là où l'Amérique vacille mais s'interroge, la France se tait et persiste.

### UNE MÉMOIRE ACTIVE

Cinquante ans plus tard, le souvenir de Saïgon tombant aux mains des Vietnamiens reste un symbole. Non pas celui d'une victoire militaire, mais celui de la dignité d'un peuple, de la défaite de l'arrogance impériale, et de l'espoir que la solidarité entre les peuples peut triompher des armes les plus puissantes. Ce souvenir nous oblige.

\*Dr.





القرض الشعبي الجزائري  
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

Le Crédit Populaire d'Algérie a le plaisir d'informer son aimable clientèle  
de l'ouverture de sa nouvelle agence

**SIDI CHAMI « 461 »**

A compter du Jeudi **29 Mai 2025**

Adresse : **08, Rue de la Gare, Commune Sidi Chami**

Wilaya d'Oran Code Postal : **31038**

Tél : **041 75 10 09 / 041 75 19 34**

Fax : **041 75 19 80**

La Directrice de l'agence et son équipe vous souhaitent la bienvenue  
et vous réserveront le meilleur accueil

*Signature de la Directrice*



ANEP N° 2516018225 Le Quotidien d'Oran 29/05/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA DE MOSTAGANEM  
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE  
ET DE LA CONSTRUCTION  
N.I.F : 099827019002032

### Avis d'attribution provisoire

En application des dispositions de l'article 65, du décret Présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La Direction de l'Urbanisme de l'Architecture et de la Construction de la wilaya de Mostaganem informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales 12/2025 paru dans les deux quotidiens nationaux « le quotidien d'Oran » du 13/04/2025 sous le N° 2531005478 et « le Quotidien d'Oran » du 16/04/2025 sous le N° 2531005478

Que le projet a été attribué provisoirement comme suit :

Opération	LOT ( site)	L'entreprise/ N.I.F	Montant En TTC	Montant corrigé en T.T.C	Délai s d'exécution	OBS
ETUDE, SUIVI ET REALISATION DE LA PREPARATION DE LA SAISON ESTIVALE 2025	<b>LOT 07: AMENAGEMENT DE LA PLAGE MERSA CHIKH COMMUNE OULED BOUGHALEM</b>	<b>BELGACEM Ali Zerroukl 189200103289122</b>	<b>35 961 800.00 DA</b>	/	<b>02 MOIS</b>	Offre répond aux conditions du cahier des charges

Les soumissionnaires peuvent se rapprocher des services de la DUAC, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours, auprès de la commission des marchés de la wilaya de Mostaganem dans un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire.

**La Directrice**

ANEP N° 2531008325 Le Quotidien d'Oran 29/05/2025



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة الزراعة الوطنية



اللجنة الوطنية للخدمات الاجتماعية  
لعمال التربية

اللجنة الولائية للخدمات الاجتماعية  
لعمال التربية لولاية غليزان

### إعلان عن طلب عروض مفتوح

رقم 2025/01

يعان السيد رئيس اللجنة الولائية للخدمات الاجتماعية لعمال التربية لولاية غليزان عن طلب عروض مفتوح من أجل إختيار وكالة سياحية أو مؤسسا إقامية أو فندقية لتنظيم مخيم صيفي لفائدة عمال ومقاعدي التربية لولاية غليزان وعائلاتهم خلال عطلة صيف 2025 إلى إحدى الولايات التالية :  
جبل سبجاية - عين تموشنت ( رشقون - منريد ) - تلمسان ( بورسي ) , على الراغبين في المشاركة الاتصال بمكتب اللجنة الولائية للخدمات الاجتماعية لعمال التربية لولاية غليزان الكائن مقرها بحي الانتصار - ثانوية إسماعيل المعاري - غليزان لسحب دفتر الشروط خلال أيام العمل .

- حددت آجال تحضير العروض بـ 10 أيام ابتداء من أول يوم من نشر هذا الإعلان .
- تودع العروض إلى غاية آخر يوم من آجال تحضيرها على الساعة ( 12:00 )
- تتم عملية فتح الأظرفة في جلسة علنية في نفس اليوم على الساعة ( 13:00 ) بمقر اللجنة الولائية للخدمات الاجتماعية .
- **ملاحظة :** يعتبر هذا الإعلان , دعوة لجميع المتقاعدين المشاركين في هذا الاعلان لحضور جلسة فتح الأظرفة .

غليزان في :  
ع/ رئيس اللجنة  
المسير الإداري باللجنة

ANEP N° 2531100478 Le Quotidien d'Oran 29/05/2025



■ A vendre F2, 3<sup>e</sup> étage, superficie 55 m², à Cap-Falcon, acté + livret foncier - Tél : 0661.19.98.50. Prix après visite

■ Vds F2, 52 m² + 130 m², 1<sup>er</sup> Bouisseville - F3, 105 m² résid A. el-Turck - F2, 62 m² avec box Cap-Falcon + F4, 98 m² Eden-plage et location F4 St-Germain à l'année, actés avec L.F - Ag El Bahria Aïn el-Turck - 0774.01.89.57



■ A vendre villa, R+1, 132 m², à Belgaïd, Bir el Djir Oran - 0770.88.13.31

■ A.V villa R+2, 300 m², 15m F, la Lofa + A.V villa R+1, 400 m², 20m F, la Lofa + Vds villa 160 m², R+2, Maraval + A.V villa 280 m² + piscine, Pépinière + Vds terrasse 280 m², F 11m + Boulanger, terrain Castors 260 m² 13 m F + Terrain 300 m², 15m F, côté Aïn Beïda + Loue F4, 180 m², meublé, 5<sup>e</sup> + asc, F/ Maritime - Tel 0773.24.62.36

■ Vente villa R+1, 221 m², gde façade de 3 sdb + local + garage pour 3 voitures, à Bir el Djir, à proximité 'Bleu Blanc - tél : 0562.68.65.06



■ A vendre locaux + parking 1.600 m² + F2, F3 semi-finis à Belgaïd près mosquée 'Machaallah' + A.V locaux à Canastel près de la forêt + locaux + parking de 360 m², à cité Petit - Tél : 0696.50.82.62

■ Donne en location hangar 400 m² + équipement d'une unité de fabrication d'aliments de bétail à Hassi El Ghella (w. Aïn Témouchent) -Tél : 0560.01.53.54 - 0773.49.65.15

### Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie

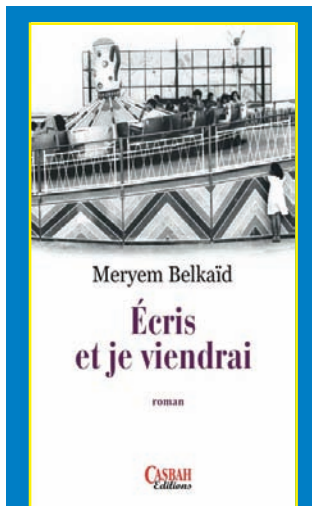


التبرع بالدم الجزائر  
أنقذ حياة بقطرة دم





**Médiatic**  
Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



**ÉCRIS ET JE VIENDRAI.**  
Roman de Meryem Belkaïd.  
Casbah Editions, Alger 2024,  
175 pages, 1 000 dinars.

Une histoire toute simple, presque banale. C'est l'histoire d'un amour entre deux jeunes gens des années 90 qui, fréquentant le même lycée algérois, sont profondément amoureux l'une de l'autre - coup de foudre ou coup de cœur, comme il vous plaira - mais n'osent exprimer leurs sentiments.

Une bonne éducation, une société bardée de pesanteurs conservatrices, et une vie petite-bourgeoise ne souhaitant pas trop bouleverser son quotidien, ce n'est pas rien. De plus, on se retrouve dans la lourde ambiance du terrorisme islamiste qui s'était mis à assassiner tout ce qui pensait, tous ceux qui résistaient.

Donc Ali, fils de psy (qui sera

assassiné dans la cage de son immeuble) et Leïla (fille unique d'enseignants et orpheline de mère) s'aiment, sans le dire, mais se retrouvent séparés, étudiants, l'un en France et l'autre, après le lycée Molière à Paris et la Sorbonne, ira s'installer aux États-Unis. Mais, ses recherches en Histoire la ramènent vers le pays natal, aux États-Unis... chacun vivant, bien sûr, de son côté et à sa manière. Librement... mais toujours attachés au pays, à la famille, à leurs sentiments premiers. Ils restent prisonniers de leur mutisme, de l'incompréhension et bien que l'exil ne soit pas et ne sera pas leur tombeau, on aura un grand amour inachevé. Les circonstances finiront par séparer les 2 jeunes qui resteront fidèles l'un à l'autre, au-delà du silence et des mots.

Ils se retrouveront un jour, laissant leurs sentiments et leur corps exulter... mais l'appel de la liberté les laisse... séparés. Sacrés Algériens ! À l'image d'une décennie qui a brisé bien des élan de toute une jeunesse, alors si prometteuse. Pour emprunter à un confrère, c'est là toute l'histoire d'«une adolescence qui s'arrête, un amour naissant qui peine à trouver ses mots et un pays qui se fige. Et aussi, et surtout, la difficulté pour les femmes et les hommes de se relever d'un traumatisme aussi bien national que familial et individuel pour se reconstituer et avancer. Un traumatisme monumental soldé dans un silence amnésique, sans leçon tirée pour la collectivité, sans leçon pour l'avenir, avec la peur paralysante d'y retomber».

**L'Auteure :** Née en Algérie en 1977 et y a grandi. Vit et enseigne les études francophones aux États-Unis (Université Bowdoin Collège) depuis 2013. Premier roman. Photo de couverture : Nasser Medjkane.

où les êtres humains passeraient leur temps à s'aimer, à s'entraider, à sourire et rire, à voir, en somme, la vie sous un jour agréable. Hélas, la mort subite de la mère bien-aimée et compréhensive, puis du père aimant la perturbe fortement.

Un malheureux hasard (l'excès de confiance en une cousine à la légèreté cachée !) fait qu'elle sera violée. Enceinte, elle est renvoyée de la maison familiale par ses frères (qui avaient toujours rêvé de la «mettre au pas») ; elle se retrouve seule dans la nature... après avoir avorté... pour ne pas enfanter, elle le sait, d'un enfant qui sera plus que malheureux dans une société qui ne comprend ni ne pardonne le moindre écart.

Elle sera aidée, en cours de route, par des âmes plus que charitables (...) l'histoire se déroulant bien avant la vague «vertueuse» terroriste. Tout est bien qui finit bien pour Amel... car «Dieu n'abandonne jamais ses créatures innocentes». Mais, hélas, combien d'autres Amel, victimes involontaires de la sexualité débri-

**Extraits :** «Il faisait trop français. Un privilégié, coupé des réalités du pays, probablement incapable d'interagir avec les gens et de la protéger si nécessaire» (p15), «Leïla avait été très surprise lorsqu'elle avait, quelques années plus tard, découvert qu'il était végétarien.

Ce n'était pas un truc d'Algérien ça, de ne pas manger de viande. Encore moins un truc d'homme» (p 41), «Il ne pensait pas qu'il était possible de s'oublier totalement en faisant l'amour. De se donner complètement» (p 159), «Les New Yorkais ne leur demandaient pas systématiquement d'où ils viennent. Certains n'avaient que faire de leurs origines, dans cette ville aux mille visages et aux mille accents» (p 162).

**Un roman plutôt rose... Avis avec des taches rouges liées à la décennie noire.**

En fait, une sorte de récit, mélange de confessions intimes et de description d'une réalité traumatisante. Beaucoup trop de morts et de fantômes, ce qui en fait un roman quelque peu tristounet. Pour emprunter à un confrère, tout le livre est empreint de cette douce mélancolie qu'on retrouve chez Malek Haddad dont un vers est placé en exergue. Lecteurs quinquagénaires ou un peu plus, ne ratez pas ce livre... pour vous re-souvenir de l'atmosphère de l'époque... et pour enfin guérir... et pour les «un peu moins», pour savoir.

**Citations :** «C'est étrange les désirs d'un adolescent. Ça surgit à des moments inattendus» (p 26), «Il savait écouter et parler aux autres, le psychiatre. Le guérisseur des âmes tourmentées et des esprits fêlés» (p 50), «Le mépris est difficile à quantifier pour une historienne» (p 148).

dée d'une société frustrée et d'une gent masculine machiste, haineuse et envieuse, n'auront pas sa chance.

**L'Auteur :** Ancien journaliste, actuellement, avocat, Abdelkader Hamouche est déjà auteur de plusieurs romans (...)

**Extrait :** «Les hommes sont-ils donc tous des monstres obsédés à satisfaire leurs appétits sexuels par tous moyens sans se soucier de la dignité et de l'intégrité physique de leur victime, du traumatisme qu'ils lui causent ? Pensent-ils qu'avec l'argent il leur est possible de tout acheter, de tout se permettre ?» (p 198).

**Enfin, un bon Avis «roman d'amour»...**

**Citation :** «Pourquoi Dieu emporte-t-il toujours les êtres qu'on aime et accorde-t-il la faveur de la longévité à d'autres dont la vie n'est qu'une suite de mauvaises actions ?» (p 28).

Fiche complète in [www.almanach-dz.com/défense/bibliotheque-d-alamanch/](http://www.almanach-dz.com/défense/bibliotheque-d-alamanch/)

## Le piège sahélien

# Quand les juntas militaires servent les intérêts étrangers au nom d'un africanisme illusoire

Suite de la page 4

## LA FIN DU PLURALISME POLITIQUE

Depuis le coup d'État de 2021, le colonel Assimi Goïta s'est progressivement imposé comme le maître absolu du Mali. Devenu général d'armée, il a désigné un Premier ministre issu des rangs militaires et s'est vu autorisé à se présenter à la prochaine élection présidentielle. Mais c'est la suspension brutale, en mai 2025, de toutes les activités des partis politiques qui a marqué une rupture radicale avec la vie démocratique.

En se retirant de la CEDEAO, aux côtés du Burkina Faso et du Niger, pour créer l'Alliance des États du Sahel (AES), la junta malienne affirme sa volonté de souveraineté, mais au prix d'un isolement diplomatique et économique croissant.

## OFFENSIVE MILITAIRE ET CRISE COMMUNAUTAIRE

La sécurité du pays reste précaire, notamment dans le nord (Kidal, Ménaka, Gao), où l'armée malienne, appuyée par des éléments russes du groupe Wagner, mène une guerre ouverte contre les groupes armés signataires de l'ex-Accord d'Alger. Cet accord, signé en 2015, visait à stabiliser les régions du Nord en intégrant les Touaregs et d'autres acteurs locaux dans la gouvernance. Sa dénonciation unilatérale par Bamako en 2023 a ouvert une nouvelle phase de confrontation. Ce tournant a ravivé un profond sentiment d'exclusion chez les Touaregs, qui refusent l'assimilation de leur cause autonomiste aux visées djihadistes. Faire l'amalgame entre mouvements touaregs et groupes extrémistes ne fait qu'alimenter les tensions et compromettre toute issue politique.

Dans le centre du pays, les Peuls, souvent victimes de stigmatisation et de représailles, continuent de payer le prix d'une insécurité chronique et de l'absence d'un État de droit.

## BLOCAGE ÉCONOMIQUE : UNE RESPONSABILITÉ DIRECTE DE LA JUNTE

Alors que le Mali disposait de leviers importants pour relancer son économie — ressources minières, agriculture, coopération régionale — la gestion autoritaire et opaque de la junta a provoqué un véritable blocage économique. La crise de l'électricité, qui plonge les grandes villes dans l'obscurité, est aggravée par une mauvaise gestion des dettes envers la société exploitant le barrage de Manantali. Le secteur minier, autrefois moteur de croissance, est fragilisé par des conflits avec les compagnies étrangères. À cela s'ajoute une politique économique sans cap, marquée par le repli sur soi et l'abandon de toute concertation avec les acteurs du secteur privé et les partenaires internationaux. En s'écartant des mécanismes régionaux (notamment ceux de la CEDEAO), le Mali s'est privé de leviers de financement et de marchés essentiels. La junta militaire porte ainsi une lourde responsabilité dans le ralentissement économique, accentuant la précarité des populations, particulièrement dans les régions rurales et du Nord.

## LE DIALOGUE, SEULE VOIE DE SORTIE

Dans ce contexte, seul un dialogue national authentique et inclusif pourrait permettre de restaurer la confiance et de construire un avenir commun. Il est urgent de rétablir les passerelles entre l'État et les communautés du Nord et du Centre, sans amalgame ni logique répressive. Le Mali ne retrouvera la paix ni par les armes ni par l'autoritarisme, mais par la reconnaissance de sa diversité et le retour à une gouvernance partagée, transparente et respectueuse des équilibres historiques et sociaux.

## SITUATION POLITIQUE

Depuis le coup d'État de 2021, le colonel Assimi Goïta dirige le pays. En 2025, un dialogue national organisé par la junta a recommandé la prolongation de la transition pour une durée de cinq ans et autorisé la candidature de Goïta à la présidence. Il a consolidé son pouvoir

en devenant général d'armée et en nommant un Premier ministre militaire.

En mai 2025, la junta a suspendu tous les partis politiques et interdit leurs activités, supprimant toute opposition organisée. Cela marque une rupture avec le pluralisme démocratique et concentre le pouvoir dans les mains de l'armée. Le retrait du Mali de la CEDEAO, avec le Burkina Faso et le Niger, a mené à la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES), une confédération militaire visant à rejeter l'influence occidentale au nom de la souveraineté régionale.

## SITUATION MILITAIRE, SÉCURITAIRE ET COMMUNAUTAIRE

L'insécurité reste intense, notamment dans le Nord du Mali (région de Kidal, Ménaka, Gao), où l'armée malienne, appuyée par des combattants russes du groupe Wagner, a lancé des offensives contre des groupes armés touaregs, regroupés dans le Cadre stratégique permanent (CSP-PSD). Cette guerre a éclaté après la dénonciation unilatérale par Bamako des Accords d'Alger en 2023, un texte pourtant crucial dans le processus de paix avec les ex-rebelles touaregs.

La dénonciation des Accords d'Alger a été un tournant : elle a rompu l'équilibre entre l'État malien et les communautés du Nord, notamment les Touaregs, qui se sentent marginalisés et trahis par un État centralisateur. Cette stratégie militaire, menée sans véritable dialogue, a ravivé un sentiment d'exclusion et de défiance.

Il est fondamental de ne pas amalgamer les Touaregs et les islamistes armés. Les groupes comme le FLA (Front de libération de l'Azawad) ou le HCUA ne doivent pas être confondus avec les organisations djihadistes comme le JNIM ou l'État islamique au Grand Sahara. Une telle confusion compromet la possibilité de solutions durables et alimente les tensions communautaires.

La communauté peule est aussi fortement touchée. Dans le centre du pays (Mopti, Ségou), les Peuls sont souvent accusés de sympathies djihadistes, ce qui a mené à des violences intercommunautaires graves, y compris des massacres, perpétrés tant par des milices communautaires que par l'armée.

Seul un dialogue national inclusif, respectueux des identités locales et des équilibres ethniques, pourra sortir le Mali de cette spirale. L'option militaire seule, sans reconnaissance de la diversité malienne, ne peut mener qu'à l'impasse.

## SITUATION ÉCONOMIQUE

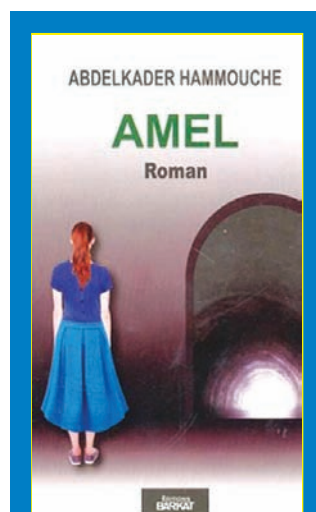
Malgré les difficultés, la croissance économique a atteint 4,0% en 2024, soutenue par l'agriculture et les services. Cependant, les infrastructures sont fragiles, notamment l'approvisionnement énergétique. Le pays fait face à une crise de l'électricité due à une dette envers la gestionnaire du barrage de Manantali.

Le secteur minier est également sous pression. En janvier 2025, le gouvernement a saisi trois tonnes d'or appartenant à la société Barrick Gold, dans le cadre d'un contentieux fiscal. Cette décision pourrait compromettre la confiance des investisseurs étrangers. Sur le plan commercial, les relations avec l'Algérie se sont tendues. Après la destruction d'un drone malien par l'armée algérienne, Alger a restreint les échanges, affectant particulièrement le nord du pays déjà appauvri.

Le Mali traverse une phase critique, marquée par un pouvoir militaire centralisé, une insécurité persistante et une marginalisation des voix régionales. La dénonciation des Accords d'Alger et l'amalgame entre communautés et djihadistes constituent un grave danger pour l'unité nationale.

Seule une réconciliation nationale inclusive, qui traite les griefs historiques des Touaregs, Peuls et autres groupes ethniques, permettra de restaurer la stabilité. La paix au Mali ne viendra ni par les armes seules, ni par la répression politique, mais par le respect des diversités et le retour à une gouvernance partagée.

Salah Lakoues



**AMEL.**  
Roman de Abdelkader Hammouche. Editions Barkat, Alger 2017. 400 dinars, 258 pages (Fiche de lecture déjà publiée en février 2019). Extraits pour rappel.

Elle était jeune, elle était belle, elle était heureuse, elle était libre. Elle aspirait à seulement vivre dans un univers pur



## 600 logements sociaux d'Es-Sénia La liste provisoire des bénéficiaires affichée

K. Assia

Les services de la daïra d'Es-Sénia ont procédé, hier, à l'affichage de la liste provisoire et nominative des bénéficiaires des 600 logements de type public locatif. Une liste provisoire en attendant l'étude de tous les recours qui seront introduits par les demandeurs exclus de cette opération. Ainsi et conformément au décret exécutif 08-142 du 11 mai 2008 fixant les conditions d'attribution du logement public locatif, les demandeurs de logements sociaux exclus de cette liste et se disant en droit de figurer peuvent déposer une demande de recours et ce à partir d'hier 28 mai, date de l'affichage de la liste pro-

visoire. Un délai de 8 jours leur est accordé et cette demande sera déposée au niveau du complexe sportif d'Es-Sénia. Ainsi, la liste finale des bénéficiaires de ce programme sera connue et affichée définitivement une fois tous les recours introduits étudiés par la commission de daïra.

En effet, des directives ont été données par le wali d'Oran pour l'affichage des listes des bénéficiaires de logements de la formule dite à points et dont les chantiers ont été achevés. L'opération s'inscrit dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Au niveau local, 6.834 logements toutes formules confondues entre logements de type public locatif et promotionnel aidé LPA ont été distribués à

travers toute la wilaya d'Oran jusqu'au 31 décembre 2024 selon un rapport détaillé présenté à l'occasion de la première session ordinaire de l'APW d'Oran. Une avancée remarquable qui souligne l'engagement de l'Etat à prendre en charge les doléances de la population à travers la réalisation de plusieurs programmes d'habitat. Le wali d'Oran M. Samir Chibani a insisté lors d'une réunion de coordination tenue il y a quelques mois sur la prise en charge des doléances de la population et sur le suivi particulier de tous les chantiers en cours. Il a aussi appelé à ce que les programmes soient distribués aux bénéficiaires remplissant les critères exigés et ce après une enquête approfondie.

## Atteinte au réseau électrique Des incidents en hausse alarmante

J. Boukraa

La direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran alerte sur la recrudescence des atteintes à son réseau électrique, causant non seulement des perturbations dans l'approvisionnement, mais représentant également un risque sérieux pour la sécurité des citoyens. Durant l'année 2024, pas moins de 69 cas d'agression sur le réseau électrique ont été recensés, auxquels s'ajoutent 38 nouveaux incidents depuis le début de l'année 2025. Ces atteintes sont, dans la majorité des cas, le résultat de travaux de creusement de manière anarchique, sans consultation préalable des services techniques de Sonelgaz. Ces interventions non autorisées peuvent provoquer des

coupures d'électricité, des dysfonctionnements sur les lignes et, plus grave encore, menacer la sécurité des personnes. En parallèle, la société fait également face à une augmentation inquiétante des actes de sabotage et de vols d'équipements.

Depuis le début de l'année 2025, 12 transformateurs électriques ont été ciblés par des vols, ainsi que 7 cas de vol de câbles recensés dans différents quartiers. Une autre source de danger provient de l'usage inapproprié des espaces techniques et des manipulations illégales des compteurs électriques. Ces comportements irresponsables ont entraîné 7 départs de feu à l'intérieur de bâtiments en 2025. Face à ces menaces récurrentes, Sonelgaz renforce ses actions de sensibilisation.

Des rencontres sont régulièrement organisées avec les différents intervenants du secteur du BTP, en coordination avec les autorités locales, afin de rappeler les obligations de coordination préalable avec les services techniques.

De plus, des campagnes de proximité sont menées auprès des citoyens, notamment via des opérations de porte-à-porte et des journées portes ouvertes, dans le but de les sensibiliser à l'importance du respect des installations électriques et à la vigilance face aux comportements à risque. La direction de distribution appelle à une mobilisation collective pour préserver l'intégrité des infrastructures énergétiques et garantir un service de qualité, sécurisé et continu pour l'ensemble des usagers.

## Soutien au développement numérique Algérie Télécom au cœur d'une rencontre sur la fibre optique

J. Boukraa

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention signée entre Algérie Télécom et l'Agence nationale de gestion du microcrédit, une rencontre d'information et de sensibilisation a été organisée cette semaine. Cet événement, initié conjointement par la direction locale d'Algérie Télécom et l'agence locale de l'AN-GEM, s'est adressé aux entrepreneurs spécialisés dans l'installation de la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH). Cette rencontre visait à accompagner les entrepreneurs locaux et à les encourager

à créer des micro-entreprises spécialisées dans le domaine de l'installation de la fibre optique, en leur fournissant l'encadrement et le soutien nécessaires pour bénéficier des dispositifs de financement et d'investissement disponibles.

A cette occasion, Algérie Télécom Oran a réaffirmé son engagement à accompagner tous les porteurs de projets souhaitant se lancer dans ce secteur. L'entreprise s'est engagée à assurer un encadrement technique et une formation adéquate, tout en veillant au respect des normes techniques en vigueur et à la qualité des prestations fournies. De son côté,

l'agence locale de gestion du microcrédit a exprimé sa pleine disponibilité à soutenir les porteurs de projets durant toutes les étapes de préparation de leurs dossiers, en facilitant les procédures de financement, notamment pour les projets technologiques à forte valeur ajoutée.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans la politique nationale de promotion de l'entrepreneuriat et de soutien aux start-up dans les secteurs stratégiques, en cohérence avec les orientations nationales visant à renforcer l'économie numérique et à développer les infrastructures de télécom.

### CHU d'Oran

## Des ateliers de formation en chirurgie endoscopique de la prostate

Le CHU «Dr Benzerdjeb» d'Oran a abrité, les 26 et 27 mai, des ateliers de formation spécialisés en chirurgie endoscopique bipolaire de l'adénome bénin de la prostate, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'établissement.

Supervisés par le professeur Mahmoud Benatta, chef de service de chirurgie urologique et de transplantation rénale au CHU d'Oran, ces ateliers dits «Masterclass» ont rassemblé plusieurs médecins spécialistes issus des établissements hospitaliers de la région Ouest, en coordination avec le professeur

Mohamed Omar, expert invité d'Egypte. Cette session de formation s'inscrit dans la continuité des avancées réalisées par le service, qui avait déjà procédé en octobre 2024 à la réalisation des deux premières interventions de ce type dans le secteur public, avec un taux de réussite de 100%, selon la même source.

La technique utilisée, connue sous le nom d'énucléation bipolaire de la prostate (Enucléation bipolaire de l'adénome prostatique), constitue une alternative moderne à la chirurgie monopolaire traditionnelle, souvent génératrice de

complications postopératoires. Les deux premières opérations effectuées au CHU d'Oran n'ont révélé aucune complication, a-t-on souligné. L'initiative vise à renforcer les compétences locales dans une discipline chirurgicale en pleine évolution, jusque-là réservée à des structures à l'étranger, avec des coûts élevés pour les patients algériens, a noté la même source.

Ces ateliers ont permis un échange technique approfondi entre praticiens algériens et étrangers, en vue de généraliser cette approche chirurgicale mini-invasive au sein des hôpitaux publics de la région.

### USTO-MB

## 41 postes de doctorat ouverts

J. Boukraa

L'Université des sciences et de la Technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB) a officiellement lancé, en partenariat avec l'association nationale des enseignants et des chercheurs algériens de l'USTO-MB, la huitième édition de la Journée doctorale, marquant ainsi le début de la formation doctorale pour l'année universitaire 2025/2026. Cette édition a accueilli 41 nouveaux doctorants, récemment admis à l'issue du concours national. Organisée dans l'amphithéâtre central de l'université, cette journée a rassemblé un large public composé de doyens, vice-doyens, responsables académiques, présidents des comités de formation doctorale ainsi que de nombreux enseignants-chercheurs. L'événement a mis en lumière l'engagement de l'USTO-MB à promouvoir l'excellence scientifique et à accompagner les jeunes chercheurs dans leur parcours académique.

Cette Journée doctorale a également été marquée par la participation distinguée du professeur Azizan Ahmed, invité d'honneur venu de la Faculté des sciences et de la techno-

logie de l'Université Kebangsaan Malaysia (UKM). A travers sa présentation, il a mis en avant les thématiques de recherche développées au sein de son institution, ouvrant ainsi des perspectives de coopération académique et scientifique entre les deux universités. Le programme a proposé plusieurs interventions thématiques, parmi lesquelles le professeur Tidjani Abdellatif El-Bari, vice-recteur chargé de la post-graduation, a exposé le cadre réglementaire de la formation doctorale, mettant l'accent sur les critères de soutenabilité des thèses. Le professeur Sereier Zouaoui, directeur du Laboratoire de recherche sur les structures composites et matériaux innovants, a partagé des conseils méthodologiques pour la rédaction et la publication d'articles scientifiques. Le professeur Tlemsani Redouane, directeur de la Maison de l'intelligence artificielle de l'USTO-MB, a présenté les enjeux de l'intelligence artificielle dans le monde universitaire. Le professeur émérite Zekri Noureddine, directeur du Laboratoire d'étude et de physique des matériaux, a conclu la série d'interventions avec un exposé sur l'éthique et la déontologie en recherche scientifique.

## La police renforce son dispositif de contrôle Plus de 1.000 infractions routièr es en une semaine

K. Assia

1.001 infractions routièr es ont été constatées du 18 au 24 mai par les services de la voie publique de la sûreté d'Oran lors de plusieurs opérations de contrôle des chauffeurs de véhicules toutes catégories confondues. En effet, 243 infractions liées au non-respect des signalisations ont été relevées en l'espace d'une semaine lesquelles sont suivies de 141 infractions pour stationnement interdit. En effet, le renforcement du contrôle a permis de relever un total de 109 infractions liées à la pose du filtre teinté sur les vitres des véhicules, 67 infractions d'entraves à la circulation, 69 infractions dues au non-port de la ceinture de sécurité et 51 autres pour utilisation du portable lors de la conduite. Toujours dans le cadre de ces opérations qui visent à lutter contre la criminalité routièr e, les éléments de la sécurité routièr e ont relevé 57 infractions pour circulation sur le tracé du tramway. Les services concernés ont installé plusieurs dispositifs pour lutter contre ces pratiques dan-

gereuses qui peuvent engendrer de graves accidents de la route.

Par ailleurs, 28 infractions pour non-conformité des plaques d'immatriculation avec les caractéristiques techniques ont été constatées. D'autre part, pour éviter les stationnements interdits et aussi les stationnements anarchiques qui entravent la circulation et créent des goulots d'étranglement notamment aux heures de pointe, les mêmes services ont enregistré 16 infractions pour circulation en sens interdit.

Parallèlement il a été constaté 84 cas d'infractions liées au non-respect de la vitesse limite. Le décret exécutif 04-381 prévoit plusieurs amendes et sanctions à l'encontre des conducteurs dépassant les limitations de vitesses autorisées. Dans ce registre, on saura que plusieurs opérations de contrôle sont lancées et des barrières sont installées afin d'inciter les automobilistes au respect du code de la route. Notons que des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application «Allo chorta» sont mis à la disposition des citoyens.

## Aïn El Turck Un mort et un blessé dans un accident de la route

Une personne est morte et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu mardi dans la commune d'Aïn El Turck (Oran), selon les services de la protection civile. L'accident s'est produit suite à une collision en chaîne impliquant quatre véhicules, sur le dédoublement de la voie à l'entrée de la commune côtière d'Aïn El Turck. L'accident a causé la mort sur place d'un homme âgé

de 52 ans et a fait un blessé, a-t-on indiqué. Les secours de la protection civile sont intervenus pour prodiguer les premiers soins au blessé, sur les lieux de l'accident, avant de le transférer au service des urgences médicales de l'hôpital «Medjebeur Tami» de la même localité. Par ailleurs, une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

## Séisme de 3,3 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 3,3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée mercredi à 15 h 38 dans la wilaya d'Oran, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 26 km au nord-ouest d'Arzew, précise la même source.

### ILS NOUS ONT QUITTES...

**SOUALMIA Med Salah,**

88 ans, Les Amandiers

**BELKOUT AEK,** 88 ans, Oran

**TOUHAMI Kheïra,** 71 ans, Oran

**DAHOU Hasnia,** 87 ans, Oran

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 dhou el hidja 1446

El Fedjr Dohr Assar Maghreb Icha

04h05 13h01 16h50 20h15 21h51





## Chlef

**Nouvel arrivage de moutons importés au port de Ténès**

**Une nouvelle cargaison de plus de 12.000 moutons importés d'Espagne a été réceptionnée, mercredi, au port de Ténès, au nord de la wilaya de Chlef, dans le cadre du programme d'importation des moutons en prévision de la fête de l'Aïd El-Adha.**



Le navire «El Farouk» en provenance d'Espagne transportant 12.100 moutons a accosté ce matin, pour la 5e fois, depuis le début de l'opération d'importation des moutons d'Espagne, au port de Ténès.

Après l'inspection et le contrôle sanitaire, les services vétérinaires ont procédé au transfert du bétail importé aux centres de la mise en quarantaine, avant de les mettre en vente ensuite au niveau des points de vente prévus par les ser-

vices de la wilaya. Les services agricoles ont indiqué à cet effet, que toutes les mesures nécessaires ont été prises quant à la mobilisation des moyens humains et matériels pour le contrôle du bétail au niveau du port, des zones de mise en quarantaine et des points de vente.

Concernant le 4e quota accordé à la wilaya de Chlef estimé à 2.000 têtes dont la mise en vente devait démarrer au niveau des 12 points de vente répartis à travers la

wilaya, le directeur des services agricoles, Mehdi Kouadria, a affirmé que «l'opération se déroule dans de bonnes conditions d'organisation», ajoutant que Chlef a bénéficié de 3 quotas de 2.084, 1.600 et de 3.600 têtes de moutons qui ont été vendus.

Le même responsable a souligné que plus de 49.000 têtes de moutons ont été réceptionnées au port de Ténès, et ont été destinés au marché de Chlef et de plusieurs autres wilayas.

**L'université signe des conventions de partenariat**

Abbad Miloud

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Baddari Kamel, a effectué, mardi, une visite de travail à l'université Hassiba Benbouali de Chlef.

A la salle des délibérations du siège de la wilaya, il lui a été présenté un exposé relatif au bilan des activités de l'université concernant l'exercice 2024-2025 sur les plans pédagogique, social et culturel, de même qu'une situation sur l'entrepreneuriat. Concernant ce dernier point, le ministre a souligné que l'université de Chlef a réalisé un succès dans le domaine des projets innovants, la recherche scientifique et le développement technologi-

que et que la concrétisation de ces projets sous forme de start-up et micro-entreprises va permettre la création de postes d'emploi et la richesse au niveau local. Il a encouragé l'université à persévérer dans ses efforts pour réaliser des résultats tangibles et en conséquence un renforcement du développement économique et social.

La délégation s'est ensuite dirigée vers le pôle universitaire de Ouled Fares. Après avoir inspecté les structures de l'entrepreneuriat telles la maison de l'entrepreneuriat et celle de l'incubateur d'entreprises, le ministre a assisté à une présentation de projets innovants et de start-up.

Au deuxième pôle universitaire d'El Hassania, à la faculté des sciences et de la

technologie, Baddari a supervisé la signature de 9 conventions avec des structures étatiques et privées, dans le cadre du partenariat et l'ouverture de l'université au milieu économique. Ces structures sont l'APC de Chlef, l'agence nationale du développement technologique, la direction de wilaya du tourisme, celle des services agricoles, «l'entreprise du ciment et ses dérivés» de Chlef (ECDE), l'entreprise «Maghreb pipe» de M'sila, l'entreprise «GMI» de Chlef, la «laiterie de Arrib» dans la wilaya de Ain Defla et l'entreprise privée «Saâdadou» à Chlef avant de visiter des projets innovants présentés par des étudiants de la faculté des sciences et de la technologie (ST).

tant d'argent provenant de la vente de cette drogue. Le véhicule en question a été également saisi. Le mis en cause a été présenté au procureur de la République du tribunal de Chlef.

Abbad Miloud

## Mascara

**Le barrage de «Oued-Taht» fait le plein**

Le barrage de «Oued-Taht», situé dans la commune de Aïn-Farah, affiche actuellement un taux de remplissage de 100 %, grâce aux fortes précipitations enregistrées, récemment dans la région, selon le directeur de cette infrastructure hydraulique, Mohamed Bekhadra.

M. Bekhadra a précisé à l'APS que les récentes pluies enregistrées dans la

wilaya ont permis d'augmenter le volume d'eau du barrage à plus de 7 millions de mètres cubes, soit un remplissage total.

Il a également rappelé que l'administration du barrage a procédé, récemment, au lâcher de plus de 3,4 millions de mètres cubes d'eau, en raison de l'atteinte d'un niveau record. Cette opération vise à éviter le débordement

vers les zones forestières avoisinantes, tout en protégeant l'infrastructure contre l'envasement et en préservant sa structure.

Il convient de noter que ce barrage alimente actuellement en eau potable, à raison de 8.000 mètres cubes par jour, les communes de Aïn-Farah, Oued El-Abtal, Sidi Abdeldjabbar et Tighennif.

## Tlemcen

**Pêche : la Mauritanie pour le renforcement de la coopération**

Le ministre mauritanien de la Pêche et des Infrastructures maritimes et portuaires, Ould Sidati Ahmed Louli, a exprimé, mardi à Tlemcen, la volonté de son pays de renforcer la coopération dans le domaine de la pêche maritime et de ses infrastructures.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite au port de «Sidi Youchaâ», dans la commune de «Dar Yaghmouracene», M. Ould Sidati a indiqué que «la Mauritanie est prête à renforcer sa coopération avec l'Algérie dans le domaine de la pêche, ainsi que des infrastructures maritimes et portuaires, en application des orientations des deux chefs d'Etat.

«Nous y travaillons activement et nous allons concrétiser cela prochainement à travers des projets bénéfiques aux deux pays et à nos peuples», a-t-il déclaré.

Le ministre a ajouté que cette visite dans la wilaya de Tlemcen «constitue une opportunité pour constater l'évolution des infrastructures portuaires en Algérie», soulignant avoir pu observer de près les importants acquis que recèle l'Algérie dans ce domaine.

Après avoir écouté une présentation détaillée sur le secteur de la pêche et de l'aquaculture dans la wilaya de Tlemcen, M. Ould Sidati a déclaré : «c'est une vision

très claire qui reflète les avancées réalisées par l'Algérie dans l'exploitation de sa richesse halieutique».

La visite du ministre mauritanien, accompagné des autorités locales et de l'ambassadeur de Mauritanie en Algérie, Sidi Mohamed Mohamed Abdallah, a inclus l'inspection d'une halle à marée de catégorie «A», des abris de pêcheurs, d'un projet de ferme d'engraissement du thon rouge, de deux ateliers de construction et de maintenance de navires de pêche hauturière, d'une unité de fabrication d'équipements de pêche (filets), ainsi que de plusieurs sites touristiques de la wilaya.

## Béni Abbès

**Près de 37 kg de kif saisis**

Les services de Sûreté de la wilaya de Béni Abbès ont procédé, le weekend dernier, à l'arrestation de deux individus activant dans un réseau criminel organisé, spécialisé dans le trafic de drogues, et à la saisie de près de 37 kg de kif traité en provenance du Maroc, a indiqué, mardi, un communiqué de la Direction général de la Sûreté nationale (DGSN).

«Dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite de drogue, les services de la sûreté de la wilaya de Béni Abbès, ont procédé le weekend dernier, à l'arrestation, de deux (2) individus activant dans un réseau criminel organisé, spécialisé dans le trafic de drogues, et à la saisie de 36,750 kg de kif traité en

provenance du Maroc», précise la même source.

L'opération «a été menée par la Brigade de lutte contre le trafic illicite de drogues, en coordination avec le Service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (SCLTIS), sur la base d'informations faisant état d'un plan criminel d'un réseau organisé, visant à introduire une quantité de drogues à partir des frontières ouest du pays vers les wilayas du nord en passant par la wilaya de Béni Abbès».

«Suite à des investigations menées par les enquêteurs de ladite Brigade, l'opération s'est soldée par l'identification et l'arrestation des deux suspects, en flagrant délit de transporter la quantité de ces

poisons saisie à bord d'un véhicule utilitaire», ajoute le communiqué.

L'opération supervisée par le parquet territorialement compétent, a permis «la récupération du véhicule utilisé dans le transport de la drogue et d'une somme en monnaie nationale de 200 millions de centimes issue des revenus de cette activité criminelle».

Les deux mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'Abadla pour «détention illicite et acquisition de drogue dans le cadre d'un groupe criminel organisé, ainsi que pour contrebande menaçant l'économie nationale et la santé publique», conclut le communiqué.

**Plus de 1.900 comprimés psychotropes interceptés**

Suite à l'exploitation d'informations recueillies sur le terrain, des investigations ont été menées sur le terrain par la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de hai Bensouna relevant de la sûreté de la wilaya de Chlef.

Un individu a été arrêté, à bord d'un véhicule, à l'entrée ouest de la ville de Chlef. Une fouille minutieuse a permis aux policiers la découverte de 1.920 comprimés de psychotropes, dissimulés à l'intérieur du véhicule ainsi qu'un mon-





REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT  
DIRECTION REGIONALE TIARET  
Sis Cité des 500 Logements AADL- KAID AHMED BLOCS N° 16 TIARET.  
N° Identification fiscale : 000016001405697

**AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N°34/DRT/AADL/2025**

**LA REALISATION EN TCE DE 150 LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES ET 20 LOGEMENTS PROMOTIONNELS LIBRES AVEC LOCAUX A USAGE PROFESSIONNEL ET COMMERCIAL Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION (RESEAUX TERTIAIRES) SIS à site Ain Zergua, commune Ouled Khaled, wilaya de Saïda**

En application des dispositions du point 3.1.1.3 de la décision n° 42 du 27 Avril 2017 régissant la passation des marchés de l'Agence Nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement, L'Agence Nationale De L'Amélioration Et Du Développement Du Logement- Direction Régionale Tiaret lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour **LA REALISATION EN TCE DE 150 LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES ET 20 LOGEMENTS PROMOTIONNELS LIBRES AVEC LOCAUX A USAGE PROFESSIONNEL ET COMMERCIAL Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION (RESEAUX TERTIAIRES) SIS à site Ain Zergua, commune Ouled Khaled, wilaya de Saïda**

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises qualifiées en bâtiment (comme activité principale), et Travaux Publics ou Hydraulique (comme activité secondaire) et satisfaisant l'ensemble des conditions ci-dessous :

**Qualification :**

Il s'agit d'un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément à la réglementation en vigueur notamment le point 3.1.1.3 de la décision n° 42/DG/A.A.D.L/2017 du 27 Avril 2017 régissant la passation des marchés de l'A.A.D.L où seules les entreprises qualifiées en bâtiment (comme activité principale), et Travaux Publics ou Hydraulique (comme activité secondaire) peuvent soumissionner.

**Classification :**

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises publiques ou privée ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie 04 (QUATRE) ou plus, qualifié en bâtiment (comme activité principale), et Travaux Publics ou Hydraulique (comme activité secondaire) .

**Capacité professionnelle :** Le soumissionnaire ayant la qualification et classification professionnelle en bâtiment comme activité principale de catégorie IV (Quatre) ou plus.

**2/ Capacité financière :** Le soumissionnaire devra avoir un chiffre d'affaires moyen des trois (03) dernières Années supérieur à 200 000 000,00 DA. Justifié par Les bilans comptables et ses annexes indiquant les différents résultats financiers des trois dernières années (visés par les services des impôts).

**3/ Capacité technique :**

a) **Moyens humains :** Le soumissionnaire devra avoir un nombre du personnel déclaré à la CNAS :

-Un (01) chef de projet (Architecte ou Ingénieur ou maître dans le domaine du bâtiment ou GC), ayant une expérience minimum de 04 ans.  
-Un (01) Technicien Supérieur dans le domaine du bâtiment ou GC ou travaux publics ou hydraulique, ayant une expérience minimum de 03 ans.

Justifié par les pièces administratives et réglementaires y affèrent à savoir : l'état nominatif CNAS, diplômes, CV, et les certificats ou attestations de travail et qualité et CASNOS.

b) **Moyens matériels :** Le soumissionnaire devra avoir au minimum :

-Deux (02) camions de 15 t ou plus  
-Deux (02) engins de Terrassements.

Justifié par les cartes grises et polices d'assurance pour le matériel roulant, ou factures d'achat ou un procès-verbal de constat récent d'un huissier de justice (daté de six mois maximum à la date de soumission pour le matériel non roulant) ou contrat leasing avec une banque

c) **Références professionnelles :** Le soumissionnaire doit satisfaire l'une des conditions suivantes :

\*Avoir déjà réalisé un cumul de 200 logements ou plus en TCE y/c travaux de VRD tertiaires en prenant en considération un projet de 50 logements d'un seul tenant en TCE.

\*Avoir réalisé un projet de 100 logements en TCE y/c travaux de VRD (réseaux tertiaires) en un seul tenant

\*Avoir réalisé deux(02) équipements en TCE, catégorie «C» ou plus y/compris travaux de viabilisation (réseaux tertiaires)

Justifiées par les attestations de bonne exécution ou attestation d'exécution comportant l'intitulé du projet, le montant du marché, la date de réception provisoire et la catégorie du projet.

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement après complément. Les moyens humains et matériels ayant servi à la candidature du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

Les pièces justifiant les conditions d'éligibilité ne doivent pas être présentes dans l'offre technique.

Les entreprises en groupement ne sont pas concernées par cet avis à la concurrence.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet contre le paiement de la somme de Cinq Mille Dinars (5 000,00 DA) non remboursable, représentant les frais de reproduction auprès de :

**La Direction Régionale AADL Tiaret.**  
Sis Cité des 500 Logements AADL- KAID AHMED BLOCS N° 16 TIARET.

Le dossier de soumission doit contenir :

-Dossier de candidature  
-Offre Technique  
-Offre Financière

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –appel d'offres N°.....l'objet de l'appel d'offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après :

**La Direction Régionale AADL Tiaret.**

Sis Cité des 500 Logements AADL- KAID AHMED BLOCS N° 16 TIARET

La durée de préparation des offres est fixée à **QUINZE (15) JOURS** à compter de la date de la première parution du présent appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le dépôt des offres s'effectue le dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à **12 H00 (HEURE LIMITE)**.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture en séance publique du dossier de candidature, offres techniques et offres financières s'effectuera au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus- indiquée.

Le délai de validité de l'offre est égal à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour y assister à l'ouverture des plis.

**Le directeur régional**



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT  
DIRECTION REGIONALE TIARET

N° Identification fiscale : 000016001405697

**AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES  
N°36/DRT/AADL/2025**

**LA REALISATION EN TCE DE 300 LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES ET 48 LOGEMENTS PROMOTIONNELS LIBRES AVEC LOCAUX A USAGE PROFESSIONNEL ET COMMERCIAL Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION (RESEAUX TERTIAIRES) SIS à Boudjellal commune de Matmour à la wilaya Mascara.**

En application des dispositions du point 3.1.1.3 de la décision n° 42 du 27 Avril 2017 régissant la passation des marchés de l'Agence Nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement, L'Agence Nationale De L'Amélioration Et Du Développement Du Logement- Direction Régionale TIARET lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour **la réalisation en TCE de 300 logements promotionnels aides et 48 logements promotionnels libres avec locaux à usage professionnel et commercial y compris les travaux de viabilisation (réseaux tertiaires) sis à boudjellal commune de matmour à la wilaya Mascara.**

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises qualifiées en bâtiment (comme activité principale), et Travaux Publics ou Hydraulique (comme activité secondaire) et satisfaisant l'ensemble des conditions ci-dessous :

**Qualification :**

Il s'agit d'un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément à la réglementation en vigueur notamment le point 3.1.1.3 de la décision n° 42/DG/A.A.D. L/2017 du 27 Avril 2017 régissant la passation des marchés de l'A.A.D.L où seules les entreprises qualifiées en bâtiment (comme activité principale), et Travaux Publics ou Hydraulique (comme activité secondaire) peuvent soumissionner.

**Classification :**

Le présent avis d'appel d'offres s'adresse aux entreprises publiques ou privée ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie 05 (cinq) ou plus, qualifié en bâtiment (comme activité principale), et Travaux Publics ou Hydraulique (comme activité secondaire).

**1/ Capacité professionnelle :** Le soumissionnaire ayant la qualification et classification professionnelle en bâtiment comme activité principale de catégorie V (Cinq) ou plus.

**2/ Capacité financière :** Le soumissionnaire devra avoir un chiffre d'affaires moyen des trois (03) dernières Années supérieur à 300 000 000,00 DA. Justifié par Les bilans comptables et ses annexes indiquant les différents résultats financiers des trois dernières années (visés par les services des impôts).

**3/ Capacité technique :**

a) **Moyens humains :** Le soumissionnaire devra avoir un nombre du personnel déclaré à la CNAS :

-Un (01) chef de projet (Architecte ou Ingénieur ou maître dans le domaine du bâtiment ou GC), ayant une expérience minimum de 04 ans.  
-Un (01) Ingénieur ou master dans le domaine du bâtiment ou GC ou travaux publics ou hydraulique, ayant une expérience minimum de 03 ans.

Justifié par les pièces suivantes : l'état nominatif CNAS, diplômes, CV, et les certificats ou attestations de travail et qualité.

b) **Moyens matériels :** Le soumissionnaire devra avoir au minimum :

-Deux (02) camions de 15 t ou plus  
-Deux (02) engins de Terrassements  
-Une (01) centrale à béton de 30M3/H  
-Une (01) Grue fixe ou Mobile

Justifié par les cartes grises et polices d'assurance pour le matériel roulant, ou factures d'achat ou un procès-verbal d'un huissier de justice (daté de six mois maximums à la date de soumission pour le matériel non roulant) ou contrat leasing avec une banque

**Références professionnelles :** Le soumissionnaire doit satisfaire l'une des conditions suivantes :

\*Avoir déjà réalisé un cumul de 400 logements ou plus en TCE y/c travaux de VRD tertiaires en prenant en considération un projet de 100 logements d'un seul tenant en TCE.

\*Avoir réalisé un projet de 200 logements ou plus en TCE y/c travaux de VRD tertiaires en un seul tenant.

\*Avoir réalisé Trois (03) équipements en TCE de catégorie « C » ou un (01) équipement de catégorie D ou plus. En TCE y/compris travaux de viabilisation (réseaux tertiaires).

Justifiées par les attestations de bonne exécution ou attestation d'exécution signées par des maîtres de l'ouvrage publics ou privés comportant l'intitulé du projet, le montant du marché, la date de réception provisoire et la catégorie du projet.

\*Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement après complément  
\*Les moyens humains et matériels ayant servi à la candidature du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.  
\*Les pièces justifiant les conditions d'éligibilité ne doivent pas être présentes dans l'offre technique.  
\*Les entreprises en groupement ne sont pas concernées par cet avis à la concurrence

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet contre le paiement de la somme de Cinq Mille Dinars (5 000,00 DA) non remboursable, représentant les frais de reproduction auprès de :

**La Direction de l'Agence Régionale AADL Tiaret**  
**Sise à Cité 500 Logements Kaid Ahmed route d'Alger Tiaret**

Le dossier de soumission doit contenir :

-Dossier de candidature  
-Offre Technique  
-Offre Financière

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –appel d'offres N°.....l'objet de l'appel d'offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse ci-après :

**La Direction de l'Agence Régionale AADL Tiaret**

**Sise à Cité 500 Logements Kaid Ahmed route d'Alger Tiaret**

La durée de préparation des offres est fixée à **QUINZE (15) JOURS** à compter de la date de la première parution du présent appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public BOMOP. Le dépôt des offres s'effectue le dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à **12 H00 (HEURE LIMITE)**.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture en séance publique du dossier de candidature, offres techniques et offres financières s'effectuera au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus- indiquée.

Le délai de validité de l'offre est égal à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour y assister à l'ouverture des plis.

**Le directeur régional**



TF1

20.10 HPI



**Série policière - France - 2024**  
**Saison 5 - Episode 3/8**  
**Avec Audrey Fleurot, Bruno Sanches, Bérangère McNeese**  
Morgane et Karadec sont plongés dans l'univers du surnaturel. Une femme affichant ses capacités à communiquer avec les esprits se rend à la DIPJ pour prévenir d'une agression qui serait sur le point d'être commise. Peu de temps après, la médium est assassinée. Le duo, qui tâche de dissimuler à leurs camarades les liens qui l'unissent désormais, vont devoir faire preuve d'ouverture d'esprit.

2

20.10 Le grand échiquier



**Présenté par Claire Chazal, André Manoukian**  
Depuis l'Opéra Royal de Versailles, Claire Chazal et André Manoukian évoquent l'incroyable parcours de Charles Aznavour, monument de la chanson française. À cette occasion, des artistes issus de la chanson, du lyrique, du jazz, du rap, de la musique classique et des arts du spectacle interprètent son répertoire.

3 JEUDI

20.05 Tandem : Retour vers le passé



**Téléfilm policier - France - 2023**  
**Avec Astrid Veillon, Nelly Lawson, Alban Casterman, Patrick Descamps**  
Léa et Paul partent en vacances avec leur famille au complet dans la nouvelle maison d'Annie et Pierre qui est désormais à la retraite. Mais la découverte d'un avant-bras humain lors d'une randonnée les mène à rouvrir une enquête classée depuis 24 ans : celle sur la mort de Justine Camus, amie à l'école de gendarmerie de Léa et ex-petite amie de Paul, classée comme suicide à l'époque.

TMC

20.25 Robin des Bois



**Film d'aventures - Etats-Unis - 2018**  
**Avec Taron Egerton, Jamie Foxx, Ben Mendelsohn, Eve Hewson**  
En Angleterre, au Moyen-Age, Robin de Loxley, jeune homme bien né, tombe amoureux de la jolie Marianne, venue voler un cheval dans son écurie. Mais leur histoire passionnée est interrompue quand Robin se retrouve conscrit pour une croisade menée par l'Angleterre.

6

20.10 Arnaques !



**Présenté par Julien Courbet**  
Chaque année, des millions de Français se pressent dans les foires pour dénicher de bonnes affaires, mais ces achats valent-ils vraiment le détour ? Les produits tiennent-ils réellement leurs promesses ? Robots ménagers hors de prix, produits "du terroir" parfois trompeurs, poêles à bois : derrière ces produits populaires, se dissimulent parfois des pratiques douteuses.

CANAL+ GRANDE ÉCRAN

20.04 Expendables : Unité spéciale



**Film d'action - Etats-Unis - Espagne - Bulgarie - Allemagne - 2010**  
**Avec Sylvester Stallone, Jet Li, Jason Statham, Dolph Lundgren**  
Barney Ross est le leader d'une équipe de mercenaires surentraînés, anciens soldats ou agents du gouvernement. Le groupe s'est spécialisé dans les interventions musclées. Après avoir libéré des otages séquestrés au large de la Somalie, Ross et ses experts sont contactés par un mystérieux M. Church.

CANAL+

20.09 The Agency



**Série de suspense - Etats-Unis - 2024**  
**Saison 1 - Episode 3/10**  
**Avec Michael Fassbender, Jeffrey Wright, Jodie Turner-Smith**  
Martien parvient à semer temporairement l'équipe qui le surveille pour rejoindre Samia. Il se rend compte que la jeune femme lui a menti concernant les raisons de sa présence à Londres. De son côté, Bosko doit rendre compte à sa hiérarchie à New York au sujet de la disparition de Coyote suspecté d'être un agent double.

RTL9

19.55 Space Cowboys



**Film d'aventures - Etats-Unis - 2000**  
**Avec Clint Eastwood, Tommy Jones, Donald Sutherland, James Garner**  
Pour Frank Corvin, Hawk Hawkins, Jerry O'Neill et Tank Sullivan, 1958 devait marquer leur baptême de l'espace, avant que la Nasa ne leur préfère un chimpanzé. Plus de quarante ans après, l'agence spatiale américaine rappelle Corvin à la rescousse pour aller réparer un satellite russe à la dérive, dont lui seul maîtrise l'ancienne technique. Mais il exige que ses anciens collègues l'accompagnent !

TF1

20.10 Mask Singer



**Saison 7 - Spéciale années 90**  
**Présenté par Camille Combal**  
Dissimulées sous des déguisements, des célébrités défilent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier et Elodie Poux tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-neuf concurrents au casting de cette nouvelle saison, figurent notamment des lauréats de prix artistiques prestigieux, des sportifs glorieux, des chanteurs à succès, des youtubeurs renommés, des comédiens populaires ou bien encore des animateurs télé.

2

20.10 Capitaine Marleau



**Série policière - France - 2022**  
**Saison 4 - Episode 8/16 : Follie's**  
**Avec Corinne Masiero, Michel Fau, Catherine Ringer, Maxime d'Aboville**  
La capitaine Marleau est sollicitée par la mère de Sylvie, dont elle est sans nouvelles depuis plusieurs semaines et qui semblait inquiète au téléphone ces derniers temps. La capitaine mène l'enquête au Folie's, le club où la jeune femme officiait en tant qu'effeuilleuse, sous le pseudonyme de Sunlight.

TMC

20.25 A couteaux tirés



**Film policier - Etats-Unis - 2019**  
**Avec Daniel Craig, Chris Evans, Michael Shannon, Ana de Armas**  
Harlan Thrombey, auteur de romans policiers aussi riche que célèbre, est retrouvé mort, d'un apparent suicide, par sa gouvernante, dans sa grande demeure en pleine campagne américaine. Les membres de sa famille et leurs proches, qu'il avait conviés la veille de sa mort pour son 85e anniversaire, se retrouvent dans la luxueuse maison, alors que l'enquête, menée par le lieutenant Elliott et l'agent Wagner, suit son cours.

CINE + PREMIER

19.50 Mystère à Venise



**Film policier - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2023**  
**Avec Kenneth Branagh, Michelle Yeoh, Jamie Dornan**  
En 1947, Hercule Poirot, qui veut se tenir loin des affaires criminelles, passe une paisible retraite à Venise, où il demande à son bras droit Vitale Portogolio d'écarter impitoyablement tout solliciteur. Il fait une exception pour Ariadne Oliver, célèbre romancière dont les récits policiers connaissent un véritable succès public.

VENDREDI

6

20.10 Mission Impossible : Fallout



**Film d'action - Etats-Unis - 2018**  
**Avec Tom Cruise, Henry Cavill, Ving Rhames, Simon Pegg**  
Solomon Lane ayant été capturé, ses hommes ont formé une nouvelle organisation terroriste : " les Apôtres ". Ethan Hunt est chargé de les intercepter. L'agent monte donc une mission pour récupérer des bombes nucléaires. Mais il échoue. Se faisant passer pour l'un des terroristes, Hunt tente alors d'entrer en contact avec la mystérieuse Veuve blanche.

ACTION

19.50 Angles d'attaque



**Thriller - Etats-Unis - Mexique - 2008**  
**Avec Dennis Quaid, Matthew Fox, Forest Whitaker, Sigourney Weaver**  
Une conférence sur le terrorisme réunit à Salamanque, en Espagne, des chefs d'états occidentaux et arabes. Thomas Barnes et Kent Taylor sont deux des agents secrets chargés d'assurer la protection du Président américain Ashton. Juste après son arrivée sur la Plaza de Salamanque, malgré un service d'ordre impressionnant, le Président est abattu.

CANAL+

20.10 Horizon : Une saga américaine, chapitre 1



**Western - Etats-Unis - 2024**  
**Avec Kevin Costner, Sienna Miller, Sam Worthington, Jena Malone**  
En 1859, des arpenteurs marquent les limites de la future ville d'Horizon, dans la Vallée de San Pedro, au sein de ce qui deviendra plus tard l'Etat d'Arizona. Un peu plus tard, Desmarais, un missionnaire découvre que les quelques habitants de la ville naissante, dont un enfant, ont été tués au cours d'un raid mené par des Apaches de l'Ouest.

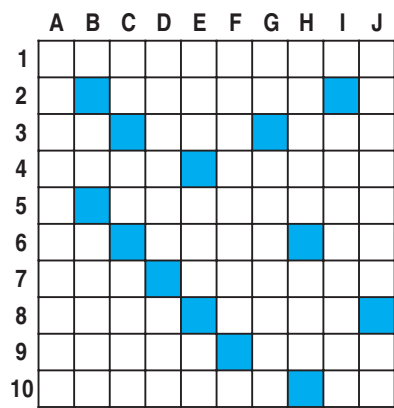
RTL9

19.55 Transcendance



**Film de science-fiction - Chine - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2014**  
**Avec Johnny Depp, Morgan Freeman, Rebecca Hall, Kate Mara**  
Brillant scientifique, Will tente de concevoir une intelligence artificielle sensible. Mais des terroristes qui luttent contre la recherche informatique et les nouvelles technologies le blessent avec une balle radioactive. Ses jours sont comptés. Evelyn, sa compagne, décide alors d'implanter l'esprit de Will dans un ordinateur.





Horizontalement:

- Mise en boîte.
- Tel un chemin de grande randonnée.
- Un point, c'est tout ! Ils sont troublés. En prend une poignée.
- Mépris des vieux. Fit un apport.
- Cravateurs.
- Attire l'attention. Tantôt. Sortie d'usine.
- B.C.B.G.
- Attaque verbale.
- Pronom.
- Tire dans les pattes.
- Envolées. Court.
- Porcine, cela va de soie. Réfléchi.

Verticalement:

- On ne peut plus élevées.
- C'est du solide ! Pruneau.
- Pièces au rabais. Romains. Mince alors !
- Bains. Sort du cadre.
- Ses contours sont vagues. Possessif. Entrée en scène.
- Obsession.
- Figurent sur la liste. Ballote en noir.
- Eclaircir. A son stand.
- Entraînées.
- Met sens dessus dessous. Symbole du 26.

E	R	S	E	E	R	G	A	R	D	R	O	B	A	B
S	A	T	E	G	N	E	A	B	E	S	T	I	U	N
R	P	A	S	A	R	D	I	N	E	R	B	R	A	G
O	T	N	U	S	U	A	R	R	I	E	E	I	N	D
T	N	N	E	S	L	O	M	O	T	G	S	O	O	R
N	E	O	R	E	B	O	M	E	I	S	U	C	I	E
E	M	I	D	R	N	P	R	E	A	T	I	V	T	N
M	E	P	U	D	H	P	L	N	N	L	I	R	I	R
I	T	M	O	E	O	L	C	E	E	E	E	Z	S	E
L	R	A	P	R	I	E	M	M	R	N	Z	E	O	R
P	O	H	P	E	I	E	E	N	E	S	P	P	I	
M	P	C	V	O	T	N	T	E	U	I	R	H	E	L
O	M	R	J	S	T	O	R	M	D	D	A	Y	R	E
C	E	R	U	T	N	E	V	A	S	E	M	R	P	D
M	A	J	O	U	T	E	R	R	U	E	H	N	O	B

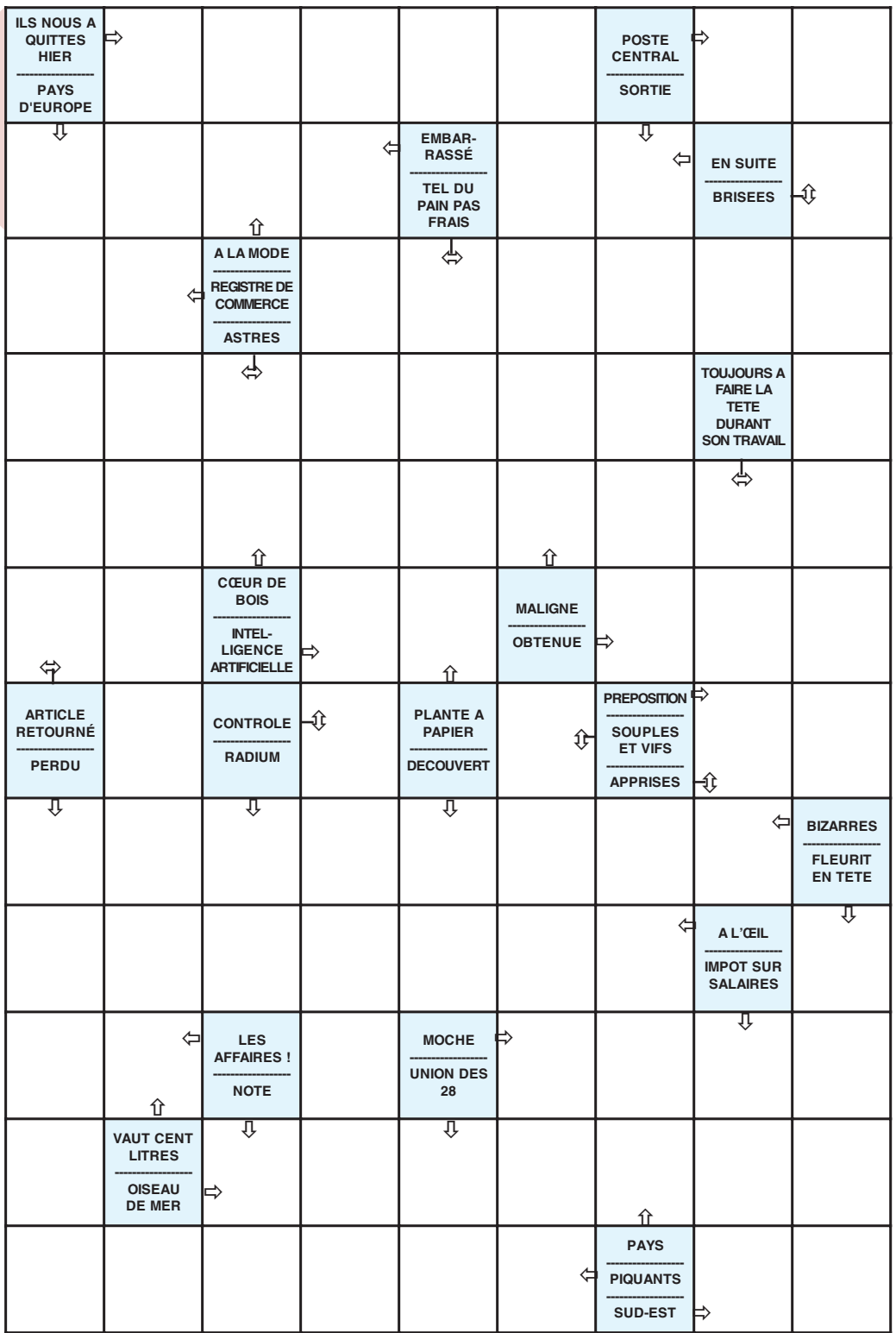
AJOUTER – ARBRE – BABORD – BONHEUR – BORNE – CHAMPIONNAT – COMPLIMENT – DELAI – DELIRER – DOCILEMENT – DRESSAGE – EMPORTEMENT – ENDROIT – ETRENNER – GNOU – IDEE – JOIE – JUSTEMENT – MARGE – MARS – MERVEILLE – MESAVENTURE – MUEZZIN – NAISSANCE – NOTER – NUIT – POUDREUSE – PREPOSITION – PROPRETE – RADIS – RAPT – REGIE – RIVIERE – SEAU – SERMON – TORSSE – TRIOMPHE – ZEPHYR.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er est un débit de boisson.  
- Mon 2e est une maladie de chien.  
Mon tout est une retenue d'eau.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1	12	16	4	3	2	10	4	10	3
6	16	11	12	16	4	6	2	10	
3	2		13	2		5	11		7
6	4	9	12	7		12	11	10	3
7		6	11	11	10	4	4	10	10
12		8	2	10		11	6		
15	12	2	3		4		5	12	11
6	4	7	6	17	16	10	10		4
		10	11	16	18	2	10	4	6
3	6		2		10	3		12	1
16		3	12	1	3		13	16	11
1	4	6	7	10	3		12	14	10
1	16	3		18	10	14	2	10	4
10	3		2	4		1	4	16	
3	10	1	4	10	11		6	4	1

Jeux proposés par Chérifa Benghani



SUDOKU N° 2282			5	7		8	1		9
	8			4		6		2	
				6	7	4		3	
				9					4
	4	3	2		1		6		

FLECHES N°9281

C	U	P	I	D	E	M	A
O	N	R	E	D	O	N	
M	E	C	S	T	O	C	K
P	D	E	A	R	H	A	
L	A	T	R	O	U	E	R
E	M	U	G	P	T	A	
T	A	N	T	E	M	E	
E	Z	I	N	D	E	U	
M	O	I	T	E	T	E	S
E	N	T	R	E	I	R	E
N	I	A	E	R	E	E	
T	E	L	S	A	R	E	S

CROISÉS N°9281

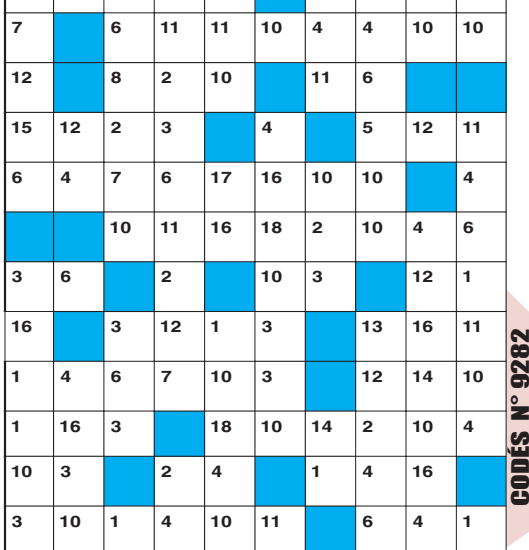
B	I	Z	A	R	R	E	S	G	
I	N	O	U	I	S	A	C	E	
E	C	O	T	S	A	V	A	L	
N	L	E	D	R	A	M	E		
F	L	O	U	Z	E	R	E		
A	I	G	R	E	L	E	T	P	
I	C	I	F	U	T	G	R		
T	H	E	S	R	A	M	E	E	
E	P	I	E	G	E	N	T		
E	N	T	A	S	S	E	R	A	S

SUDOKU N°2281

2	9	1	8	7	5	4	6	3
6	4	8	2	3	9	1	7	5
5	7	3	4	6	1	8	2	9
4	1	9	5	2	8	7	3	6
8	3	5	6	9	7	2	4	1
7	6	2	1	4	3	5	9	8
1	2	4	3	5	6	9	8	7
3	5	7	9	8	4	6	1	2
9	8	6	7	1	2	3	5	4

CODÉS N° 9281

1	2	3	4	5	6
P	R	U	O	N	S
7	8	9	10	11	12
I	E	T	C	L	A
13	14	15	16	17	18
D	F	V	H	M	G



10 ERREURS



**Un soldat cambodgien tué dans un échange de tirs à la frontière avec l'armée thaïlandaise**



Un soldat cambodgien a été tué au cours d'un échange de tirs avec l'armée thaïlandaise dans une zone frontalière que les deux pays se disputent, a indiqué mercredi le porte-parole des forces armées khmères. «Un de nos soldats est mort durant les combats, et il y a eu quelques blessés, mais on n'a pas encore de chiffres détaillés», a déclaré Mao Phalla. Le Cambodge et la Thaïlande s'opposent de longue date sur le tracé de leur frontière longue de plus de 800 kilomètres, défini en grande partie par des accords conclus durant l'occupation française de l'Indochine. L'incident, qui a duré une dizaine de minutes, s'est produit mercredi, a précisé l'armée thaïlandaise.

L'armée thaïlandaise a assuré que les Cambodgiens avaient ouvert le feu en premier, sans plus de détails. L'armée cambodgienne, via son porte-parole Mao Phalla, a affirmé le contraire, accusant les Thaïlandais d'avoir attaqué des soldats en patrouille.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## L'ambassadeur de l'entité sioniste chassé de l'université de Dakar

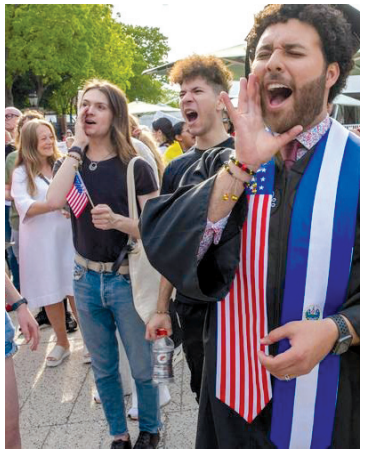


L'ambassadeur de l'entité sioniste au Sénégal a été chassé mardi de l'université, Cheikh Anta Diop, de Dakar (UCAD) par des étudiants solidaires de la cause palestinienne et en colère contre l'agression sioniste génocidaire contre la bande de Gaza, en cours

depuis le 7 octobre 2023, ont rapporté mercredi des médias locaux. «Informés de la présence de l'ambassadeur de l'entité sioniste à l'université, des dizaines d'étudiants ont convergé vers la salle 205 de l'UCAD 2 où il devait présenter une conférence, lui demandant de

quitter immédiatement la salle», ont précisé les mêmes sources. Cet incident intervient, par ailleurs, alors que des comités d'étudiants sénégalais s'apprentent à organiser un rassemblement pacifique en soutien à la Palestine, Place de l'indépendance à Dakar, le 3 juin prochain.

## Les Etats-Unis suspendent le traitement des visas d'étudiants étrangers



L'administration américaine a ordonné mardi la suspension du traitement des visas pour les étudiants étrangers, dont elle veut passer au crible les réseaux sociaux, en plein renforcement de son offensive visant Harvard.

Dernière mesure en date contre la prestigieuse université qui a formé 162 prix Nobel: la Maison Blanche a indiqué vouloir mettre fin à tous les contrats passés avec Harvard, dont des centaines d'étudiants ont manifesté mardi. Mais la charge de Donald Trump, bien décidé à imposer son idéologie nationaliste et conservatrice au monde de l'enseignement, de la recherche et de la culture, va bien au delà de cette seule institution et vise en particulier les étudiants étrangers.

Dans un document interne vu par l'AFP, le département d'Etat demande désormais aux ambassades et aux consulats de ne pas autoriser de «rendez-vous pour de nouveaux visas étudiants ou de programmes d'échange», en attendant la publication de «directives sur l'examen approfondi des réseaux sociaux pour toutes les demandes de ce type».

## L'Iran exécute un homme accusé d'espionnage pour le compte d'Israël



La justice iranienne a annoncé mercredi l'exécution d'un homme accusé d'espionnage pour le compte d'Israël, ennemi juré du pouvoir iranien. «L'individu exécuté, Pedram Madani, a tenté de transmettre des informations classifiées (...) par le biais d'une communication sécurisée à un agent du Mossad», le renseignement extérieur israélien, a précisé dans un communiqué le pouvoir judiciaire. Pedram Madani avait été arrêté à Téhéran en 1399, précise le document. Cette date du calendrier persan correspond à la période entre mars 2020 et mars 2021. Avant son arrestation, l'individu en question «avait voyagé à l'étranger, notamment en Allemagne, et avait profité de formations du Mossad (et) cherché à recruter des individus», affirme la justice iranienne.

## Réchauffement toujours inédit pour les cinq prochaines années



Le réchauffement moyen de la planète devrait dépasser de plus de 1,5 C les niveaux préindustriels sur la période 2025-2029, a prédit mercredi avec une certitude de 70% l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence de l'ONU. La planète devrait donc rester à des niveaux historiques de réchauffement après les deux années les plus chaudes jamais mesurées (2023 et 2024), et même la décennie la plus chaude, conclut le Service météorologique du Royaume-Uni (Met Office) à partir des prévisions de dix centres internationaux, dans un rapport publié par l'OMM. «Nous venons de vivre les dix années les plus chaudes jamais enregistrées. Malheureusement, ce rapport de l'OMM ne laisse entrevoir aucun répit», a résumé la secrétaire générale adjointe de l'OMM, Ko Barrett.

Le réchauffement de 1,5 C est calculé par rapport à la période 1850-1900, avant que l'humanité ne se mette à brûler industriellement charbon, pétrole et gaz, dont la combustion émet du dioxyde de carbone, le gaz à effet de serre largement responsable du changement climatique.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### LES ENSEIGNES DE LA DÉMESURE

Un phénomène atteignant la mesure a pris place dans les grandes villes. Les enseignes lumineuses fixées aux frontons des commerces déconcentrent par leur agressivité pour afficher non un savoir-faire commercial, mais un trait de caractère qui prend de l'ampleur.

Une tarasconnade débarrassée de modestie laissant affirmer que les Algériens sont friands des fanfaronnades déplacées. C'est là la cuvée d'une culture aux antipodes de l'humilité prodiguée par ceux qui généralement présentent une identité reposant sur de la paille. Elle est souvent une fierté injustifiée.

Des boutiquiers vendant des babioles, ou offrant des casse-croûtes, dans un élan

débridé, s'autorisent l'inconséquence de fixer au devant de leurs portes des enseignes géantes et démesurées que même de grands trusts n'osent pas raver. Parfois les dénominations placardées laissent pantois par l'écorchure orthographique des appellations. Tout le monde s'y met. Du médecin au cordonnier. Du poissonnier au distributeur de tabac.

L'absence de bon sens ici comme dans d'autres articulations de la société n'est pas innocente dans les différentes formes de violence quand une majorité d'individus se prennent pour ce qu'ils ne sont pas,

confondant fierté et agression. Il devient difficile d'expliquer la recherche d'une renommée qui ne repose pas sur un bien-fondé. Le nif algérien tant mis en avant a bien sûr du tenant, mais tout dépend de ce qu'il contient. La considération à lui accorder ne peut se justifier que par l'intelligence et l'art qu'il prodigue concrètement. Pour les enseignes, le bât blesse d'autant qu'il ne répond à aucune règle élémentaire d'urbanisme. Dans l'erreur, on développe un individualisme criant pour défigurer de larges espaces communs. Convaincus de bien faire, on farde la cité d'attraits exagérés d'une femme qui ne sait pas se maquiller. Ainsi le dégoulinage devient flagrant pour n'accorder aucune place à la grâce et à la beauté.